

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion porte sur notre situation financière et nos résultats opérationnels au 31 décembre 2011 et pour le trimestre (quatrième trimestre) et la période de douze mois clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes les accompagnant (états financiers intermédiaires) publiés en 2011, et les états financiers consolidés annuels audités (états financiers annuels) et le rapport de gestion de Placements Bell Aliant Communications régionales, société en commandite (Placements Bell Aliant, s.e.c.) pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Tous les montants du présent document, sauf indication contraire, sont en millions de dollars canadiens. Nos états financiers intermédiaires, y compris l'information pour les périodes correspondantes présentées dans ce document, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers annuels de Placements Bell Aliant, s.e.c. pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada).

Le 1^{er} janvier 2011, le Fonds de revenu Bell Aliant Communications régionales (le Fonds) a achevé sa conversion, passant d'une structure de fiducie de revenu à celle de société par actions (la conversion). Bell Aliant Inc. est la société qui a succédé au Fonds. Dans le cadre de la conversion, Placements Bell Aliant, s.e.c. a été dissoute et certaines de ses filiales et sociétés affiliées ont fusionné. Bell Aliant Communications régionales inc. (Bell Aliant, commandité) est la société qui a succédé à Placements Bell Aliant, s.e.c. Dans ce document, sauf indication contraire ou incompatibilité avec le contexte, toute utilisation des termes « nous » et « nos/notre » fait référence à Bell Aliant, commandité et à ses filiales pour 2011 et les périodes ultérieures ainsi qu'à Placements Bell Aliant, s.e.c. et à ses filiales pour les périodes précédant le 1^{er} janvier 2011.

Des renseignements supplémentaires à notre égard et à l'égard de Bell Aliant Inc., y compris les notices annuelles et les autres rapports financiers récents, se trouvent sur le site Web de Bell Aliant Inc., à l'adresse www.bellaliant.ca. Ces documents et d'autres documents d'information continue se trouvent également à l'adresse www.sedar.com.

Informations prospectives

Le présent rapport de gestion est daté du 7 février 2012 et il contient des informations prospectives qui ont trait à notre situation financière et à nos résultats opérationnels futurs ainsi qu'aux événements et circonstances futurs prévus, particulièrement ceux décrits aux rubriques « Autres mesures du rendement financier », « État de la concurrence », « Stratégie », « Sources de liquidités », « Besoins en liquidités », « Changements futurs de méthodes comptables », « Modifications réglementaires », « Cibles financières pour 2012 » et « Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives ». Ces informations prospectives ont pour but de fournir au lecteur des renseignements sur nos attentes, nos plans et nos priorités pour l'exercice 2012 et pour les périodes futures. Les lecteurs sont avisés que l'utilisation de ces informations à d'autres fins peut ne pas être appropriée. Ces informations sont fondées sur nos estimations quant aux marchés sur lesquels nous exerçons des activités, ainsi que sur nos opinions et hypothèses relatives à ces marchés. Sauf indication contraire, les informations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion décrivent nos attentes au 7 février 2012. Dans certains cas, les informations prospectives peuvent être décelées par l'utilisation de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « chercher à », « avoir l'intention de » et d'autres termes semblables ainsi que de temps et de modes comme le futur et le conditionnel.

Ces informations comportent des risques et des incertitudes importants qui sont difficilement prévisibles ainsi que des hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Certains des facteurs de risque pouvant amener les résultats ou les événements à différer de manière importante des prévisions actuelles comprennent, sans s'y limiter, l'intensification de la concurrence; la capacité de la direction à mettre en œuvre des stratégies et des plans, notamment l'expansion de notre réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) et la gestion de notre structure de coûts; la conjoncture économique générale; l'évaluation des régimes de retraite et les risques liés aux placements; la dépendance envers les systèmes; l'évolution de la technologie; la demande pour nos produits et services; nos relations d'affaires avec BCE Inc. (BCE) et Bell Canada; l'évolution de la

réglementation; la dépendance envers des fournisseurs clés; le maintien des cotes de crédit; les clauses restrictives et celles relatives à l'effet de levier; les droits de gouvernance de BCE; la dépendance à l'égard du personnel clé et les relations de travail, y compris le besoin de planifier efficacement la continuité d'exploitation et la capacité d'attirer de nouveaux employés et de les garder; les éventualités de nature juridique et les modifications apportées aux lois, y compris en matière de respect de la vie privée et de sécurité des renseignements concernant les clients ainsi que les risques en matière de fiscalité. Certains de ces facteurs de risque sont dans une grande mesure indépendants de notre volonté. En outre, nous avons formulé un certain nombre d'hypothèses relativement aux informations prospectives dans ce rapport de gestion, notamment en ce qui a trait à l'économie canadienne, aux marchés, et aux résultats opérationnels et financiers. Se reporter à la rubrique « Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives et risques pouvant avoir une incidence sur nos activités et nos résultats » du présent rapport de gestion pour obtenir plus de détails sur ces hypothèses et facteurs de risque, entre autres.

Si l'un de ces facteurs de risque avait une incidence imprévue sur nous, ou si les hypothèses sous-jacentes aux informations prospectives se révélaient inexactes, les résultats ou événements réels pourraient différer considérablement des résultats ou des événements prévus. Sauf indication contraire, les informations prospectives ne tiennent pas compte de l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des opérations ou des éléments non récurrents ou exceptionnels annoncés ou se produisant une fois que les informations ont été fournies. Toutes les informations prospectives contenues dans le présent document et les documents dont il est fait mention dans le présent document sont fournies sous réserve de la présente mise en garde. Rien ne garantit que les résultats ou les faits que nous avons prévus se réaliseront ou, même s'ils se réalisent en quasi-totalité, qu'ils auront les conséquences prévues. Sauf dans la mesure où les lois canadiennes sur les valeurs mobilières l'exigent, nous n'avons pas l'intention de mettre à jour ni de réviser ces déclarations prospectives et nous ne nous engageons aucunement à les mettre à jour ni à les réviser, même si de nouveaux renseignements devenaient disponibles par suite d'événements futurs, ou pour toute autre raison. Le lecteur ne doit pas se fier sans réserve aux informations prospectives.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les hypothèses et les facteurs importants utilisés dans l'établissement de l'information prospective ainsi que sur les facteurs de risque qui pourraient engendrer un écart important entre les résultats réels et les informations prospectives, se reporter également à la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion du Fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, ainsi qu'aux rubriques « Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives » et « Risques pouvant avoir une incidence sur nos activités et nos résultats » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, lesquels se trouvent aux adresses www.bellaliant.ca et www.sedar.com.

NOS ACTIVITÉS

Nous sommes l'un des plus grands fournisseurs nord-américains de services de communications régionales et nous servons notre clientèle depuis plus d'un siècle. Grâce à nos services *FibreOP^{MC}*, nous étions la première société au Canada à avoir déployé la technologie FTTH dans une ville entière. Nous offrons une gamme complète de services d'information et de communication et de services technologiques novateurs, dont des services de transmission de la voix et de données, des services Internet, des services de télévision, des services de vidéo, des services sans fil et des solutions d'affaires à valeur ajoutée à nos clients dans six provinces canadiennes.

Nos principales activités sont exercées par nos trois sociétés en commandite en exploitation, Bell Aliant Communications régionales, société en commandite (Bell Aliant, s.e.c.), Télébec, société en commandite (Télébec) et NorthernTel, société en commandite (NorthernTel). Nous consolidons ces sociétés en commandite ainsi que d'autres sociétés en commandite et sociétés filiales dans nos états financiers. Nous sommes organisés et gérés comme un seul secteur à présenter aux fins de la planification et de l'évaluation du rendement ainsi que de la prise de décisions en matière de répartition des ressources.

CONVERSION EN SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

Le 1^{er} janvier 2011, le Fonds a achevé la conversion, passant d'une structure de fiducie de revenu à celle de société par actions, laquelle société se nomme Bell Aliant Inc.

Les porteurs de parts du Fonds ont reçu une action ordinaire de Bell Aliant Inc. pour chaque part du Fonds détenue et, par conséquent, leur pourcentage de participation dans Bell Aliant Inc. est, dans les faits, demeuré inchangé à l'issue de la conversion. BCE et Bell Canada conservent également les mêmes droits de gouvernance ainsi que le même pourcentage de participation dans Bell Aliant Inc. que ceux qu'ils avaient dans le Fonds (comme s'il avait été converti) avant la conversion. Les transactions liées à la conversion ont été comptabilisées à la valeur comptable, puisqu'il n'y a pas eu de changement de propriété ou de contrôle notable.

Pour des renseignements supplémentaires concernant la conversion, se reporter à nos états financiers intermédiaires et à notre rapport de gestion pour le trimestre (premier trimestre) clos le 31 mars 2011.

REVUE DU QUATRIÈME TRIMESTRE

La mise à exécution ciblée de nos priorités stratégiques a donné lieu à une tendance améliorée de nos produits opérationnels au cours de 2011. L'augmentation de la demande à l'égard de nos services *FibreOP* dans la région de l'Atlantique nous a obligés à accélérer l'expansion de notre zone desservie par la fibre optique jusqu'au domicile et à brancher plus de clients aux services *FibreOP*, ce qui a contribué à la reprise de la croissance de nos produits opérationnels pour notre marché résidentiel de l'Atlantique par rapport à l'exercice précédent. Nous demeurons déterminés à gérer efficacement nos coûts opérationnels, étant donné que les économies découlant de la poursuite des initiatives en matière de productivité ont contribué à atténuer l'incidence sur le BAIIA des baisses des produits tirés des services traditionnels de transmission de la voix et de données et à préserver de solides marges du BAIIA. Le quatrième trimestre de 2010 a bénéficié d'une augmentation des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental ainsi que de l'incidence positive de certains éléments non récurrents, y compris deux décisions réglementaires qui se sont traduites par des ajustements rétroactifs à la hausse des produits opérationnels et à la baisse du coût des ventes lié aux subventions de contribution et aux charges au titre du fonds de contribution. Compte non tenu de ces éléments, la tendance à la baisse des produits opérationnels et du BAIIA au quatrième trimestre de 2011 aurait été semblable à celle constatée au cours des précédents trimestres de 2011. Par ailleurs, nous nous sommes davantage concentrés sur la gestion du fonds de roulement de manière à améliorer les flux de trésorerie. Ensemble, ces réalisations ont contribué à ce que nous puissions générer des flux de trésorerie disponibles de 167,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011, compte non tenu de la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite à prestations définies de 115,0 M\$ effectuée au cours du trimestre.

Sommaire des résultats opérationnels

Pour les périodes closes les 31 décembre (en millions de dollars, sauf indication contraire)	T4			Exercice complet		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Produits opérationnels	700,6 \$	714,9 \$	(2,0)	2 775,0 \$	2 807,4 \$	(1,2)
BAIIA ¹	324,3 \$	345,1 \$	(6,0)	1 326,8 \$	1 376,1 \$	(3,6)
Marge du BAIIA ¹	46,3 %	48,3 %	(4,1)	47,8 %	49,0 %	(2,5)
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	156,5 \$	(1 569,6) \$	n.s.	656,8 \$	(1 073,5) \$	n.s.
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	84,4 \$	(1 388,5) \$	n.s.	340,7 \$	(1 037,0) \$	n.s.
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	(0,7)	n.s.	(4,4)	(1,8)	n.s.
Bénéfice net (perte nette)	84,4 \$	(1 389,2) \$	n.s.	336,3 \$	(1 038,8) \$	n.s.

n.s. non significatif

1. Le BAIIA et la marge du BAIIA sont des mesures financières non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

Les produits opérationnels ont diminué de 2,0 %, ou 14,3 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 1,2 %, ou 32,4 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La diminution pour ce trimestre et pour l'exercice complet découle des baisses des produits tirés des services locaux et d'accès et des services interurbains ainsi que des autres produits, qui ont été partiellement contrebalancées par la croissance de nos produits tirés des services de données et des services sans fil. La baisse des produits tirés des services de transmission de la voix est principalement imputable à la diminution du nombre de clients des services d'accès au réseau (SAR) en raison des pertes au profit des concurrents et de la substitution des technologies, ainsi qu'à l'incidence positive d'un ajustement rétroactif non récurrent au quatrième trimestre de 2010 lié à une décision réglementaire portant sur les subventions de contribution. Les autres produits ont diminué au quatrième trimestre et pour l'exercice complet de 2011 en raison principalement de la baisse des ventes de matériel de télécommunications par rapport à 2010 et de l'ajustement rétroactif non récurrent au quatrième trimestre de 2010 au titre de la révision des prix des locations de structures de soutènement. La croissance de notre clientèle des services Internet haute vitesse, de télévision sur protocole Internet (IP) et sans fil, ainsi que la hausse des produits moyens par client (PMC) des services Internet haute vitesse découlant du passage à des services à valeur plus élevée et de l'établissement de tarifs ciblés ont contribué à l'augmentation des produits opérationnels tirés de ces services.

Le BAIIA a diminué de 6,0 %, ou 20,8 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 3,6 %, ou 49,3 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette diminution du BAIIA découle essentiellement de la réduction des produits opérationnels et d'un changement dans la composition des produits opérationnels en faveur des produits à plus faible marge. En outre, l'augmentation des coûts opérationnels découlant de la pression inflationniste normale, les ajustements des produits au quatrième trimestre de 2010 découlant de deux décisions réglementaires portant sur les subventions de contribution et sur les charges au titre du fonds de contribution ainsi que la diminution des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental au cours de 2011 par rapport à 2010 ont également contribué à cette baisse. Les économies effectuées grâce à nos initiatives d'approvisionnement et à nos efficacités opérationnelles en cours ont contribué à atténuer les pressions sur les coûts engagés en 2011 relativement à nos secteurs d'activité en croissance.

La marge du BAIIA s'est établie à 46,3 % au quatrième trimestre de 2011, une diminution de 2,0 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre de 2010. Sur une base annuelle, la marge du BAIIA a diminué de 1,2 point de pourcentage, pour s'établir à 47,8 %, par rapport à la période correspondante de 2010.

Le bénéfice opérationnel a augmenté de 1 726,1 M\$ au quatrième trimestre de 2011 et de 1 730,3 M\$ en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010 en raison principalement de la réduction de valeur de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée de 1 727,9 M\$ au quatrième trimestre de 2010, laquelle ne s'est pas reproduite en 2011. Sans tenir compte de l'effet de cette réduction de valeur, le bénéfice opérationnel serait demeuré relativement constant au quatrième trimestre et pour l'exercice complet de 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La diminution du BAIIA a été en partie contrebalancée au quatrième trimestre de 2011, et plus que contrebalancée sur une base annuelle, par une baisse des amortissements qui reflète une diminution de nos actifs amortissables. En outre, les coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts ont diminué de 8,3 M\$ au quatrième trimestre de 2011 et ont augmenté de 8,8 M\$ en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010 en raison du calendrier des initiatives en matière de productivité.

Au quatrième trimestre de 2011, le bénéfice net a augmenté de 1 473,6 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2010, résultat qui découle d'une augmentation de 1 472,9 M\$ du bénéfice net lié aux activités poursuivies et d'une baisse de 0,7 M\$ de la perte nette liée aux activités abandonnées. Pour 2011, le bénéfice net a augmenté de 1 375,1 M\$ par rapport à 2010, résultat qui reflète une augmentation de 1 377,7 M\$ du bénéfice net lié aux activités poursuivies, légèrement contrebalancée par une augmentation de 2,6 M\$ de la perte nette liée aux activités abandonnées. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies au quatrième trimestre et pour l'exercice complet de 2011 n'est pas directement comparable à celui des périodes correspondantes de 2010 en raison de la conversion qui a eu lieu le 1^{er} janvier 2011. En 2010, le résultat net lié aux activités poursuivies incluait des profits et des pertes liés à la réévaluation à la juste valeur des parts de

société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c., ainsi que les distributions déclarées sur ces parts de société en commandite échangeables. La réévaluation et les distributions ne se sont pas reproduites en 2011, car les parts qu'elles visaient nous ont été transférées dans le cadre de la conversion et ont été éliminées lors de la consolidation de Bell Aliant, s.e.c. La comparaison d'un exercice à l'autre est également touchée par l'incidence fiscale de la réduction de valeur de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée de 1 414,3 M\$ et par les coûts liés au remboursement par anticipation des billets à moyen terme, qui étaient plus élevés en 2010 qu'en 2011. De plus, la charge d'impôt sur le résultat a augmenté en 2011 par rapport à 2010 en raison de la conversion et de l'augmentation du bénéfice imposable.

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 4,4 M\$ en 2011, résultat qui reflète essentiellement la perte après impôt à la vente de notre division xwave conclue le 1^{er} janvier 2011. La perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 1,8 M\$ en 2010, reflétant les résultats opérationnels de notre division xwave.

Autres mesures du rendement financier

Les autres principales mesures du rendement financier comprennent les flux de trésorerie disponibles et le bénéfice par action (BPA) ajusté de Bell Aliant Inc. Le tableau suivant présente un rapprochement sommaire des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des flux de trésorerie disponibles, des dividendes/distributions déclarés ainsi que du bénéfice par action ajusté de Bell Aliant Inc. pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Étant donné que nos activités soutiennent le versement de dividendes aux actionnaires de Bell Aliant Inc., les flux de trésorerie disponibles combinent notre rendement au chapitre des liquidités et celui de Bell Aliant Inc.

Pour les périodes closes les 31 décembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4			Exercice complet		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	191,7 \$	312,7 \$	(38,7)	817,5 \$	1 028,5 \$	(20,5)
Flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles de Bell Aliant Inc.	(1,6)	(0,8)	n.s.	(3,1)	(3,7)	(16,2)
Total des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	190,1	311,9	(39,1)	814,4	1 024,8	(20,5)
Dépenses d'investissement	(137,2)	(162,0)	(15,3)	(572,9)	(494,0)	16,0
Flux de trésorerie disponibles ¹	52,9 \$	149,9 \$	(64,7)	241,5 \$	530,8 \$	(54,5)
Cotisations forfaitaires aux régimes de retraite à prestations définies	115,0	–	n.s.	315,0	–	n.s.
Flux de trésorerie disponibles ¹ avant cotisations forfaitaires aux régimes de retraite à prestations définies	167,9 \$	149,9 \$	12,0	556,5 \$	530,8 \$	4,8
Dividendes/distributions déclarés sur les actions ordinaires/parts ²	108,2 \$	92,4 \$	17,1	432,8 \$	369,4 \$	17,2
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées émises par une filiale	3,5 \$	–	n.s.	11,1 \$	–	n.s.
Bénéfice par action ajusté de Bell Aliant Inc. ¹	0,42 \$	n.s.	n.s.	1,70 \$	n.s.	n.s.

n.s. non significatif

1. Les flux de trésorerie disponibles et le bénéfice par action ajusté de Bell Aliant Inc. sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.
2. Les dividendes comprennent les montants déclarés par Bell Aliant Inc. à l'intention des actionnaires. Les distributions comprennent les montants déclarés par le Fonds à l'intention des porteurs de parts et par Bell Aliant, s.e.c. et Placements Bell Aliant, s.e.c. à l'intention de Bell Canada et de BCE sur les parts qui étaient échangeables en parts du Fonds.

Au quatrième trimestre de 2011, les flux de trésorerie disponibles, compte non tenu de la cotisation forfaitaire aux régimes de retraite à prestations définies de 115,0 M\$, se sont établis à 167,9 M\$, soit une augmentation de 12,0 %, ou 18,0 M\$, par rapport au quatrième trimestre de 2010. Cette augmentation découle principalement de la baisse des dépenses d'investissement, en partie contrebalancée par une baisse du BAIIA au quatrième trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010. En 2011, les flux de trésorerie disponibles, compte non tenu des cotisations forfaitaires aux régimes de retraite à prestations définies de 315,0 M\$, se sont établis à 556,5 M\$, soit une hausse de 4,8 %, ou 25,7 M\$, par rapport à 2010. Malgré la baisse de la contribution aux flux de trésorerie disponibles par le BAIIA en 2011 par rapport à 2010, une augmentation des flux de trésorerie liés aux actifs et aux passifs opérationnels (fonds de roulement) et une baisse de la capitalisation des régimes de retraite nous ont permis d'investir un montant supplémentaire de 78,9 M\$ au titre des dépenses d'investissement par rapport à 2010. Pour de plus amples détails sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et aux activités d'investissement, se reporter à la rubrique « Gestion financière et du capital ».

En 2011, Bell Aliant Inc. a déclaré et versé des dividendes de 1,90 \$ par action ordinaire, ce qui représente 79,4 % de nos flux de trésorerie disponibles combinés, compte non tenu des cotisations forfaitaires aux régimes de retraite à prestations définies. Nous nous situons donc dans notre fourchette cible du ratio de distribution à long terme, qui se situait entre 75 % et 85 % des flux de trésorerie disponibles.

En 2010, les distributions en espèces déclarées dans le cadre de la structure de fiducie de revenu se sont établies à 124,4 % des flux de trésorerie disponibles combinés. Toutefois, les distributions versées dans le cadre de la structure de fiducie de revenu étaient évaluées en fonction des distributions déclarées en pourcentage des liquidités distribuables, qui diffèrent de notre mesure des flux de trésorerie disponibles.

Le BPA ajusté de Bell Aliant Inc. s'est établi à 0,42 \$ et à 1,70 \$ pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2011, respectivement. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

ÉTAT DE LA CONCURRENCE

Le contexte dans lequel nous exerçons nos activités est hautement concurrentiel, et les entreprises de câblodistribution demeurent notre plus importante menace sur le plan de la concurrence. Ces entreprises continuent d'accroître leur part de marché dans nos régions. À la fin du mois de décembre 2011, la part de marché des entreprises de câblodistribution représentait environ 72 % des foyers de nos territoires, soit une hausse de 3 points de pourcentage par rapport à décembre 2010. Les activités de nos concurrents visent à tirer parti de réductions des forfaits promotionnels, de campagnes de commercialisation et de canaux de distribution pour accroître leur part de marché. Nous avons mis en œuvre des programmes dans tous nos marchés afin d'être concurrentiels, tout en continuant à offrir un service à la clientèle, un choix et des installations de la plus grande qualité à nos clients. Nous continuerons à promouvoir nos forfaits à prix concurrentiels, à offrir à nos clients des produits novateurs et une technologie avancée pour répondre à leurs besoins, ainsi qu'à réaliser d'importants investissements dans notre réseau FTTH pour élargir notre zone de couverture à plus de communautés dans nos territoires d'exploitation en 2012.

STRATÉGIE

Faits saillants des réalisations stratégiques au quatrième trimestre de 2011

Améliorer l'expérience client

Notre objectif d'offrir une expérience client supérieure n'a pas changé, car nous continuons de nous efforcer avec constance et détermination de rendre plus facile pour nos clients de faire affaire avec nous. Au quatrième trimestre de 2011, nous avons continué d'améliorer nos principes de qualité de service en perfectionnant notre réseau principal et en ouvrant de nouveaux canaux pour permettre à nos clients de nous faire part de leurs commentaires.

Fidéliser notre clientèle

Les forfaits jouent un rôle important dans notre stratégie visant à fidéliser la clientèle et à répondre à l'ensemble des besoins du foyer, car ils nous permettent d'offrir de façon concurrentielle une solution simple, complète et intégrée de services de communications, de services Internet et de services de divertissement.

Au quatrième trimestre de 2011, nous avons continué à promouvoir nos forfaits dans tous nos marchés. Nos services *FibreOP* sont principalement vendus au moyen des forfaits, étant donné que les clients cherchent à acheter des services additionnels de grande valeur, comme les services Internet à plus haute vitesse, le service de programmation de télévision haute définition (HD) et le service de récepteur vidéo personnel (RVP). Dans les territoires où nous offrons nos services *FibreOP*, nous avons enregistré un taux de rotation de la clientèle des SAR bien plus faible que le taux associé aux territoires dans lesquels nous n'offrons pas les services *FibreOP*. Le taux de rotation de notre clientèle des SAR a également bénéficié de la récente décision réglementaire qui permet à nos agents de présenter des offres de service améliorées à un client avant que le service d'un client ne soit transféré à un concurrent, améliorant ainsi notre capacité à fidéliser les clients résidentiels et d'affaires des SAR.

Accroître nos services à large bande

Les capacités de notre réseau FTTH nous donnent un net avantage que nos concurrents peuvent difficilement égaler dans les territoires où nous offrons nos services *FibreOP*. L'élargissement de la zone de couverture de nos services *FibreOP* nous permet d'offrir à davantage de foyers l'accès à cette technologie de pointe, notamment à des vitesses supérieures pour le service Internet dans nos marchés et à une expérience de télévision exceptionnelle.

Au quatrième trimestre de 2011, nous avons accéléré l'expansion de notre réseau FTTH, permettant à un total de 320 000 foyers et entreprises additionnels d'en bénéficier en 2011, ce qui porte à environ 458 000 le nombre de bâtiments ayant accès à cette technologie à la fin de 2011. En raison du succès du déploiement de notre réseau FTTH à ce jour, nous avons l'intention d'élargir davantage la clientèle de nos services *FibreOP*. Le 6 février 2012, nous avons annoncé notre projet de lancer les services *FibreOP* à Sudbury, en Ontario, et nous prévoyons désormais donner accès à cette technologie à environ 650 000 bâtiments d'ici la fin de 2012, ce qui représente une hausse comparativement à notre estimation précédente, qui était de 600 000. Nous avons également lancé la téléphonie résidentielle *FibreOP*, qui nous permet d'offrir des forfaits de services entièrement sur IP (transmission de la voix, télévision, Internet) via notre réseau FTTH.

Dans certaines régions du Québec où nous offrons le service de télévision par câble, nous avons achevé notre mise à niveau de DOCSIS 3.0 et nous avons lancé nos nouveaux services Internet haute vitesse de 30 Mbit/s et de 100 Mbit/s dans la zone touchée par la mise à niveau. Par conséquent, nous sommes désormais en mesure d'offrir des vitesses supérieures pour les services Internet et des services améliorés pour les clients de ces régions.

Établir une nouvelle structure de coûts

Une croissance significative des produits tirés des services de télévision sur IP et d'autres changements dans la composition des produits opérationnels ont entraîné une pression à la hausse sur les charges, ce qui souligne l'importance d'améliorer notre rentabilité. Pour atteindre nos cibles financières, les initiatives en matière de structure de coûts ont continué d'être centrées sur la productivité de nos effectifs, sur la réduction des dépenses auprès de tiers et sur l'optimisation des ententes commerciales que nous avons conclues avec Bell Canada. Au quatrième trimestre de 2011, nous avons tiré profit des initiatives et des programmes précédents et nous avons mis en place d'autres projets au cours du trimestre.

Environ 240 des 500 employés syndiqués admissibles du Canada atlantique qui avaient accepté l'offre de départ à la retraite faite en septembre 2011 avaient quitté la société à la fin du quatrième trimestre de 2011. Le reste de ces employés devrait quitter la société en 2012 et en 2013. Au besoin, nous engagerons de nouveaux employés à une échelle salariale inférieure, ce qui réduira nos coûts de main-d'œuvre futurs.

Les initiatives de compression des dépenses auprès des tiers continuent de mettre l'accent sur la négociation de meilleurs tarifs avec nos fournisseurs, sur la réduction ou l'élimination de certaines charges opérationnelles discrétionnaires et sur l'optimisation des dépenses liées à notre infrastructure de réseau et de bâtiments. Au quatrième trimestre de 2011, nos efforts en matière d'approvisionnement auprès de fournisseurs de services par satellite, de centres d'appels et de partenaires d'affaires, ainsi qu'auprès de fournisseurs de matériel et de services de maintenance pour le réseau et les technologies de l'information ont donné lieu à des économies appréciables, et nous prévoyons d'autres réductions pour 2012.

Enfin, nous avons achevé la négociation de nos ententes commerciales avec Bell Canada, atteignant un équilibre entre la diminution des coûts et la continuité des avantages opérationnels au moyen de notre relation stratégique en 2012.

Mobiliser nos employés

Au quatrième trimestre de 2011, nous avons continué de promouvoir une culture de haut rendement, l'augmentation de l'efficacité du leadership et l'amélioration de la communication avec nos employés en continuant de transmettre une orientation précise et des mises à jour sur les progrès de nos initiatives stratégiques.

Au cours du trimestre, l'une des priorités de nos dirigeants était d'encadrer les employés de la direction et de leur transmettre une rétroaction sur leurs contributions à nos initiatives stratégiques. Avec les récents départs à la retraite, de nouvelles perspectives de carrière se sont ouvertes pour de nombreux employés syndiqués. Nous avons continué de créer des occasions de perfectionnement pour nos meilleurs employés et nous sommes assurés que des plans de relève et de perfectionnement étaient en place pour les hauts dirigeants et les employés dotés d'aptitudes critiques.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

Pour les périodes closes les 31 décembre (en millions de dollars)	T4			Exercice complet		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Services locaux et d'accès	303,6 \$	325,2 \$	(6,6)	1 238,4 \$	1 298,4 \$	(4,6)
Services de données	230,7	212,4	8,6	879,6	831,9	5,7
Services interurbains	89,6	94,6	(5,3)	378,3	393,3	(3,8)
Services sans fil	25,1	24,0	4,6	98,3	91,3	7,7
Autres produits	51,6	58,7	(12,1)	180,4	192,5	(6,3)
Produits opérationnels	700,6 \$	714,9 \$	(2,0)	2 775,0 \$	2 807,4 \$	(1,2)
Charges opérationnelles	376,3	369,8	1,8	1 448,2	1 431,3	1,2
BAIIA ¹	324,3 \$	345,1 \$	(6,0)	1 326,8 \$	1 376,1 \$	(3,6)
Amortissements	163,2	173,9	(6,2)	633,0	693,5	(8,7)
Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts	4,6	12,9	(64,3)	37,0	28,2	31,2
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée	-	1 727,9	n.s.	-	1 727,9	n.s.
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	156,5 \$	(1 569,6) \$	n.s.	656,8 \$	(1 073,5) \$	n.s.
Charge financière nette	43,1	49,0	(12,0)	171,5	191,4	(10,4)
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	52,4	n.s.	-	209,4	n.s.
Perte (profit) à la réévaluation des parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	8,7	n.s.	-	(147,3)	n.s.
Autres charges	2,2	5,4	(59,3)	7,2	22,2	(67,6)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	26,8	(296,6)	n.s.	137,4	(312,2)	n.s.
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	84,4 \$	(1 388,5) \$	n.s.	340,7 \$	(1 037,0) \$	n.s.
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	(0,7)	n.s.	(4,4)	(1,8)	n.s.
Bénéfice net (perte nette)	84,4 \$	(1 389,2) \$	n.s.	336,3 \$	(1 038,8) \$	n.s.

n.s. non significatif

- Le BAIIA est une mesure financière non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

Produits opérationnels

Services locaux et d'accès

Les produits tirés des services locaux et d'accès ont diminué de 6,6 %, ou 21,6 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 4,6 %, ou 60,0 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette diminution s'explique essentiellement par un recul de 5,3 % du nombre total de nos clients des SAR d'un exercice à l'autre ainsi que par l'incidence d'un ajustement favorable non récurrent lié aux subventions de contribution au quatrième trimestre de 2010, lequel ne s'est pas reproduit en 2011. Les pertes de produits continuent d'être atténuées grâce à des programmes visant la fidélisation de nos clients à valeur élevée ainsi que la mise en œuvre d'augmentations de tarifs ciblées qui reflètent la valeur plus élevée que procurent nos forfaits à nos clients.

Le total de nos pertes nettes de clients des SAR s'est élevé à environ 43 800 au quatrième trimestre de 2011 et à 147 100 en 2011, soit une augmentation de 1 100 et de 6 800 pertes nettes de clients des SAR, respectivement, par rapport à celles enregistrées au cours des périodes correspondantes de 2010. Même si les pertes nettes de clients des SAR ont légèrement augmenté d'un exercice à l'autre, le taux de désabonnement de la clientèle des SAR a considérablement diminué dans les territoires où nous offrons nos services de fibre optique par rapport à celui des zones où nous n'offrons pas ces services. Au 31 décembre 2011, le nombre de clients résidentiels des SAR était inférieur de 6,9 % au nombre enregistré au 31 décembre 2010, ce qui reflète la continuité des campagnes vigoureuses des concurrents, l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché et l'augmentation de la substitution par le sans-fil. Le nombre de clients d'affaires des SAR était inférieur de 2,4 % au nombre enregistré au 31 décembre 2010 en raison de la pression concurrentielle continue dans nos marchés d'affaires et dans nos marchés de gros.

Services de données

Les produits tirés des services de données ont augmenté de 8,6 %, ou 18,3 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 5,7 %, ou 47,7 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Au quatrième trimestre de 2011, la croissance des produits dans toutes les catégories de produits tirés des services de données a contribué à ces résultats. Les produits tirés des services Internet, des services de télévision sur IP et des autres services de données ont augmenté de 10,1 M\$, de 6,5 M\$ et de 1,7 M\$, respectivement, par rapport au quatrième trimestre de 2010. Pour l'exercice complet de 2011, une baisse de 6,7 M\$ des produits tirés des autres services de données a été plus que contrebalancée par la croissance de 33,7 M\$ et de 20,7 M\$ des produits tirés des services Internet et des services de télévision sur IP, respectivement, par rapport à 2010.

Au 31 décembre 2011, le nombre total d'abonnés à la télévision sur IP a atteint environ 77 000 abonnés, en hausse de 56,3 % par rapport au 31 décembre 2010. Au cours du quatrième trimestre de 2011, le nombre de clients du service Télé *FibreOP* a augmenté d'environ 11 200 abonnés, pour atteindre environ 41 600 abonnés à la fin de décembre 2011, certains clients étant passés de notre ancien service Télé Bell Aliant à notre nouveau service Télé *FibreOP*. Au cours du quatrième trimestre de 2011, le total de l'augmentation nette de la clientèle de la télévision sur IP s'est établi à environ 8 900 abonnés.

La croissance des PMC tirés de nos services Internet haute vitesse résidentiels a continué de favoriser la majeure partie de l'augmentation des produits tirés des services Internet. L'augmentation de la demande des clients à l'égard des services à large bande et de premier ordre ainsi que les augmentations de tarifs ciblées ont fait en sorte que les PMC tirés de nos services Internet haute vitesse résidentiels ont atteint un nouveau plafond de 43,45 \$ au quatrième trimestre de 2011 et de 42,10 \$ pour l'exercice complet de 2011. Au quatrième trimestre de 2011, les PMC ont augmenté de 8,2 %, ou 3,31 \$, par rapport à 40,14 \$ au quatrième trimestre de 2010. Pour l'exercice complet de 2011, les PMC ont augmenté de 6,0 %, ou 2,40 \$, par rapport à 39,70 \$ en 2010.

Le nombre de clients de nos services Internet haute vitesse a dépassé les 862 000 abonnés à la fin de décembre 2011, soit une augmentation de 2,4 % par rapport au 31 décembre 2010. Dans l'ensemble, l'augmentation nette de la clientèle des services Internet haute vitesse s'est élevée à environ 2 400 abonnés au quatrième trimestre de 2011, soit un résultat en baisse par rapport à environ 5 300 abonnés au quatrième

trimestre de 2010 qui reflète la plus faible croissance de la part de marché de nos services d'accès par ligne numérique, le passage aux services *FibreOP* de la clientèle existante et le maintien des activités de nos concurrents. Le nombre de clients résidentiels des services Internet *FibreOP* a augmenté d'environ 12 900 au cours du quatrième trimestre de 2011 et il s'élevait à approximativement 46 800 au 31 décembre 2011. La majorité de l'augmentation nette de la clientèle des services Internet *FibreOP* concerne des clients existants qui utilisaient les services d'accès par ligne numérique et le réseau de fibre optique jusqu'aux nœuds et qui n'auraient pas contribué à la croissance globale de la clientèle des services Internet haute vitesse, mais qui contribuent de plus en plus à la croissance des PMC et à la fidélisation des clients des SAR.

Au quatrième trimestre de 2011, les produits tirés des autres services de données ont augmenté de 1,9 %, ou 1,7 M\$, par rapport au quatrième trimestre de 2010 en raison principalement de transactions non récurrentes de notre clientèle d'affaires et des ventes de services de données. Pour l'exercice complet de 2011, les produits tirés des autres services de données ont diminué de 1,9 %, ou 6,7 M\$, par rapport à 2010 en raison des pressions concurrentielles, du passage aux technologies sur IP et de la révision des tarifs des services. La diminution des produits tirés des services de données en 2011 s'est atténuée par rapport aux tendances enregistrées en 2010 en raison de la croissance de la demande visant ces services de données au Canada atlantique.

Services interurbains

Les produits tirés des services interurbains ont diminué de 5,3 %, ou 5,0 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 3,8 %, ou 15,0 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Ces résultats à la baisse tiennent principalement aux pertes de clients des SAR, au remplacement du service sur fil traditionnel par les services de courriel et de téléphonie cellulaire et les services voix sur protocole Internet (voix sur IP), ainsi qu'au fait que les clients sont passés des forfaits d'appels d'interurbains traditionnels axés sur le nombre de minutes d'interurbain à des forfaits à tarif fixe. Ces résultats à la baisse ont été neutralisés en partie par des augmentations de tarifs ciblés.

Services sans fil

Les produits tirés des services sans fil ont augmenté de 4,6 %, ou 1,1 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 7,7 %, ou 7,0 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010 essentiellement en raison d'une hausse de 9,7 % du nombre de clients des services sans fil au 31 décembre 2011 par rapport au 31 décembre 2010. Les PMC tirés des services sans fil ont diminué de 5,1 %, ou 3,09 \$, pour passer à 57,13 \$ au quatrième trimestre de 2011 et de 2,7 %, ou 1,59 \$, pour passer à 57,86 \$ pour l'exercice complet de 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010 en raison principalement de la variation des tarifs et des volumes liés aux conventions d'itinérance. Cette variation a été partiellement contrebalancée par une augmentation du nombre d'utilisateurs de téléphones intelligents qui choisissent de nouveaux forfaits de services de données et de transmission de la voix, et par les augmentations de tarifs ciblées sur certains services.

Autres produits

Les autres produits ont diminué de 12,1 %, ou 7,1 M\$, au quatrième trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010 en raison principalement de l'ajustement rétroactif des prix pour les locations de poteaux et de structures de soutènement au quatrième trimestre de 2010, lequel ne s'est pas reproduit en 2011, ainsi que de la diminution des produits tirés des ventes et de la location de matériel de télécommunications. Pour l'exercice complet de 2011, les autres produits ont diminué de 6,3 %, ou 12,1 M\$, par rapport à 2010. Outre les facteurs décrits au quatrième trimestre de 2011, le recul global d'un exercice à l'autre découle principalement des produits générés lors du sommet du G8 au deuxième trimestre de 2010, lesquels ne se sont pas reproduits en 2011, ainsi que de la diminution des produits tirés de l'impartition de Bell Mobilité, car nous fournissons de moins en moins de services. Ces diminutions ont été légèrement contrebalancées par la hausse des produits tirés du raccordement aux poteaux attribuable au rachat de poteaux à Terre-Neuve au quatrième trimestre de 2010.

Charges

Charges opérationnelles

Pour les périodes closes les 31 décembre (en millions de dollars)	T4			Exercice complet		
	2011	2010	Variation en %	2011	2010	Variation en %
Coûts de main-d'œuvre						
Salaires, rémunérations et impôts et avantages liés	127,5 \$	128,7 \$	(0,9)	526,5 \$	532,4 \$	(1,1)
Coûts des services rendus au cours de la période liés aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	13,6	13,3	2,3	60,4	52,6	14,8
Charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions	3,9	5,6	(30,4)	18,8	14,5	29,7
Coûts de sous-traitance et d'impartition et autres coûts de main-d'œuvre	17,6	14,4	22,2	64,6	51,4	25,7
Coûts de main-d'œuvre inscrits à l'actif	(32,9)	(31,2)	5,4	(146,2)	(132,7)	10,2
Total des coûts de main-d'œuvre	129,7 \$	130,8 \$	(0,8)	524,1 \$	518,2 \$	1,1
Coût des ventes, coûts liés au contenu et paiements à d'autres fournisseurs de services	185,2	184,4	0,4	696,9	697,7	(0,1)
Charges liées aux locaux	10,9	10,6	2,8	39,9	40,2	(0,7)
Impôt lié aux activités opérationnelles	9,2	10,1	(8,9)	37,7	42,3	(10,9)
Créances douteuses	6,1	6,9	(11,6)	25,3	26,1	(3,1)
Autres charges opérationnelles	35,2	27,0	30,4	124,3	106,8	16,4
Charges opérationnelles	376,3 \$	369,8 \$	1,8	1 448,2 \$	1 431,3 \$	1,2

Les charges opérationnelles ont augmenté de 1,8 %, ou 6,5 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 1,2 %, ou 16,9 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

Le total des coûts de main-d'œuvre a diminué de 0,8 %, ou 1,1 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et il a augmenté de 1,1 %, ou 5,9 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Le montant comptabilisé au titre des salaires, des rémunérations et des avantages et impôts liés a diminué en raison des efficacités constantes réalisées par suite de la restructuration de la main-d'œuvre, en partie contrebalancées par l'augmentation des salaires et par la croissance découlant de la demande et de l'expansion des services *FibreOP*. La hausse des coûts des services rendus au cours de la période liés à nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi découle d'une baisse du taux d'actualisation utilisé pour nos régimes de retraite à prestations définies (RRPD) et nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en 2011 par rapport à 2010, contrebalancée jusqu'à un certain degré par l'incidence du nombre moins élevé de membres actifs dans ces régimes et par un profit non récurrent de 1,8 M\$ lié à la compression des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au quatrième trimestre de 2011. Les coûts liés à nos régimes de retraite à cotisations définies (RRCD) étaient conformes à ceux de l'exercice précédent. La charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions a diminué au quatrième trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010 en raison d'une couverture économique mise en place au cours du troisième trimestre de 2011 pour réduire une partie de l'incidence des fluctuations du cours du marché des actions ordinaires de Bell Aliant Inc. sur la valeur de nos régimes de rémunération fondée sur des actions. Pour le quatrième trimestre de 2011, nous avons comptabilisé un profit net de 1,8 M\$ au titre de la charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions découlant de la couverture. Aucun profit similaire n'avait été comptabilisé en 2010. Sur une base annuelle, la charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions a augmenté en 2011 par rapport à 2010. L'augmentation d'un exercice à l'autre découle principalement d'un plus important ajustement à la valeur de marché du passif en vertu du régime de rémunération fondée sur des actions, lequel reflète la hausse du cours des actions ordinaires de

Bell Aliant Inc. au 31 décembre 2011 par rapport au 31 décembre 2010. Avec la mise en place de la couverture économique au troisième trimestre de 2011, cette hausse a été en partie contrebalancée par un profit net de 2,3 M\$ au titre de la charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions au cours des deux derniers trimestres de 2011. L'augmentation du nombre d'actions différées en circulation au 31 décembre 2011 par rapport aux parts différées au 31 décembre 2010 a également contribué à la hausse de la charge liée au régime de rémunération fondée sur des actions. Les coûts de sous-traitance et d'impartition et autres coûts de main-d'œuvre en 2011 reflètent les besoins croissants en ressources pour l'expansion de nos services *FibreOP* et la demande de services de télévision, y compris l'augmentation des coûts de sous-traitance aux termes d'ententes conclues avec des tiers. L'augmentation des coûts de main-d'œuvre liés à l'expansion de notre réseau FTTH et de nos services *FibreOP* a également été retranchée des charges opérationnelles à titre de coûts de main-d'œuvre inscrits à l'actif.

Le coût des ventes, les coûts liés au contenu et les paiements à d'autres fournisseurs de services ont augmenté de 0,4 %, ou 0,8 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et ont diminué de 0,1 %, ou 0,8 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La hausse au quatrième trimestre de 2011 était attribuable à l'augmentation des coûts liés au contenu télévisuel qui découle de l'augmentation du nombre de nos abonnés à la télévision sur IP, aux coûts additionnels liés aux études menées sur les poteaux qui nous procureront des occasions en matière de produits opérationnels dans l'avenir, ainsi qu'à la hausse des subventions liées au matériel qui découle de l'augmentation des activations et des renouvellements de services sans fil. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la baisse du coût des marchandises vendues lié aux produits, par les économies de coûts liés à la productivité réalisées grâce à nos ententes commerciales avec Bell Canada et par l'ajustement non récurrent au quatrième trimestre de 2010 au titre des subventions de contribution et des charges liées au fonds de contribution. Pour 2011, le coût des ventes reflète également la diminution du coût des marchandises vendues lié aux services de réseau, les résultats du premier semestre de 2010 tenant compte des coûts liés au sommet du G8, qui ne se sont pas reproduits en 2011.

Les charges liées aux locaux ont augmenté de 2,8 %, ou 0,3 M\$, au quatrième trimestre de 2011 en raison principalement du calendrier des coûts liés à l'entretien des locaux pour 2011. Ces charges ont diminué de 0,7 %, ou 0,3 M\$, en 2011 par rapport à 2010 en raison de la réduction du nombre de locaux à bureaux requis tout au long de l'exercice par suite de la réorganisation de notre effectif.

L'impôt lié aux activités opérationnelles a diminué de 8,9 %, ou 0,9 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 10,9 %, ou 4,6 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, ce qui s'explique principalement par la baisse de l'impôt sur le capital provincial et, dans une moindre mesure, par la baisse de la charge d'impôt foncier et de la charge d'impôt municipal.

Les créances douteuses ont diminué de 11,6 %, ou 0,8 M\$, au quatrième trimestre de 2011, et de 3,1 %, ou 0,8 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, reflétant l'amélioration continue de notre gestion des débiteurs et une baisse du total des produits opérationnels.

Les autres charges opérationnelles ont augmenté de 30,4 %, ou 8,2 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 16,4 %, ou 17,5 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010 en raison principalement de la comptabilisation en 2010 de crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental plus élevés qu'en 2011, de l'accroissement des frais de publicité et d'autres coûts d'acquisition dans le cadre du déploiement de notre réseau *FibreOP* et de l'augmentation des frais liés aux missions de services-conseils pour nous aider à mener des initiatives supplémentaires en matière de réduction des coûts.

Amortissements

Les amortissements ont diminué de 6,2 %, ou 10,7 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 8,7 %, ou 60,5 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette diminution découle principalement de la charge de dépréciation comptabilisée à l'égard de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée au quatrième trimestre de 2010, laquelle s'est traduite par une réduction importante de nos immobilisations incorporelles, légèrement contrebalancée par les durées d'utilité estimées plus courtes de ces immobilisations incorporelles. Une légère augmentation de l'amortissement découlant d'une

augmentation de nos immobilisations corporelles avec le déploiement accéléré de notre réseau FTTH en 2010 et en 2011 a également contrebalancé en partie cette diminution.

Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts

Les coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts ont diminué de 64,3 %, ou 8,3 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et ont augmenté de 31,2 %, ou 8,8 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Les chiffres des deux exercices comprenaient les coûts liés aux indemnités de départ et aux avantages découlant des programmes d'encouragement à la retraite offerts à certains employés syndiqués et de la réorganisation de notre équipe de direction, ainsi que les frais de rationalisation liés aux locaux. Au cours de 2011, nous avons comptabilisé des coûts liés aux indemnités de départ et aux avantages de 33,1 M\$ et des frais de rationalisation des locaux de 3,8 M\$, comparativement à 26,6 M\$ et à 0,4 M\$, respectivement, en 2010.

Charge financière nette

La charge financière nette a diminué de 12,0 %, ou 5,9 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 10,4 %, ou 19,9 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

La charge financière a diminué de 1,4 M\$ au quatrième trimestre de 2011 et de 0,2 M\$ en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La diminution en 2011 reflète la baisse des niveaux de la dette nette qui découle des remboursements effectués au cours de l'exercice ainsi que de la baisse des taux d'intérêt à court terme, contrebalancée en partie par la hausse des frais bancaires.

Les produits financiers incluent les intérêts gagnés et le rendement prévu des actifs des régimes de retraite. Les produits financiers ont augmenté de 4,5 M\$ au quatrième trimestre de 2011 et de 19,7 M\$ en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010 en raison principalement de la hausse du rendement prévu des actifs des RRPD par suite d'un accroissement des actifs des régimes de retraite.

Parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.

En 2010, nous avons comptabilisé en charges des distributions aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. de 52,4 M\$ au quatrième trimestre et de 209,4 M\$ pour l'exercice complet en raison du classement des parts à titre de passif financier en vertu des IFRS. Aucune charge semblable liée aux distributions n'a été comptabilisée en 2011, car ces parts nous ont été transférées dans le cadre de la conversion et ont été éliminées lors de la consolidation de Bell Aliant, s.e.c.

En 2010, ces parts ont également été évaluées à la valeur de marché à chaque date de clôture, et les variations de la valeur ont été comptabilisées directement en résultat net pour la période. Au quatrième trimestre et pour l'exercice complet de 2010, nous avons comptabilisé une perte de 8,7 M\$ et un profit de 147,3 M\$, respectivement, et aucun montant semblable n'a été comptabilisé en 2011 en raison de l'élimination du passif.

Autres charges

Les autres charges ont diminué de 59,3 %, ou 3,2 M\$, au quatrième trimestre de 2011 et de 67,6 %, ou 15,0 M\$, en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Cette amélioration est principalement imputable à une perte de 12,1 M\$ découlant du remboursement anticipé de billets à moyen terme en septembre 2010, comparativement à une perte de 4,4 M\$ découlant d'un remboursement similaire ayant eu lieu en mai 2011. En outre, en juin 2011, nous avons conclu une série de contrats dérivés sur devises, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une perte de 0,6 M\$ et d'un profit de 0,7 M\$ découlant d'ajustements à la juste valeur pour le quatrième trimestre et l'exercice complet de 2011, respectivement. Aucune opération de couverture de ce genre n'a eu lieu en 2010.

Charge (économie) d'impôt sur le résultat

Au quatrième trimestre de 2011, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 26,8 M\$, en hausse de 323,4 M\$ comparativement à une économie de 296,6 M\$ au quatrième trimestre de 2010. En 2011, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 137,4 M\$, en hausse de 449,6 M\$ comparativement à une économie de 312,2 M\$ en 2010. Cette augmentation de la charge d'impôt sur le résultat au quatrième trimestre et pour l'exercice complet de 2011 découlait principalement de la hausse du bénéfice avant impôt en 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010, de la conversion et de la perte de l'avantage fiscal de notre structure de fiducie de revenu en raison de l'application, au 1^{er} janvier 2011, des règles fiscales révisées touchant les fiducies de revenu. La conversion a donné lieu à l'inclusion dans notre bénéfice imposable d'un bénéfice qui avait été attribué, au cours des périodes précédentes, aux parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. à Bell Canada et aux parts de société en commandite émises par Télébec et NorthernTel qui, avant la conversion, étaient détenues indirectement par le Fonds. Le règlement d'une question d'audit liée à l'impôt sur le résultat de l'exercice précédent, une diminution de notre taux d'imposition effectif fédéral-provincial harmonisé moyen pondéré ainsi que la variation du profil de contrepassation des différences temporelles par rapport aux périodes correspondantes de 2010 ont légèrement contrebalancé ces augmentations.

Perte nette liée aux activités abandonnées

En 2011, la perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 4,4 M\$, résultat qui reflète essentiellement la perte après impôt à la vente de notre division xwave conclue le 1^{er} janvier 2011. Les activités abandonnées en 2010 reflétaient les résultats opérationnels de notre division xwave, laquelle avait enregistré une perte nette de 0,7 M\$ et de 1,8 M\$ au quatrième trimestre et pour l'exercice complet, respectivement.

Principales données financières trimestrielles

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées par trimestre pour les huit derniers trimestres. Cette information n'est pas auditée, mais elle a été préparée selon les IFRS et elle est conforme à nos états financiers consolidés trimestriels publiés en 2011.

Pour les huit trimestres compris dans la période close le 31 décembre 2011 (en millions de dollars, sauf les montants par action/part)	2011				2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits opérationnels	700,6 \$	700,2 \$	692,6 \$	681,6 \$	714,9 \$	703,7 \$	700,1 \$	688,7 \$
BAIIA ¹	324,3 \$	339,7 \$	333,5 \$	329,3 \$	345,1 \$	349,3 \$	343,0 \$	338,7 \$
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	156,5 \$	153,7 \$	175,6 \$	171,0 \$	(1 569,6) \$	175,5 \$	163,8 \$	156,8 \$
Résultat net :								
Activités poursuivies	84,4 \$	80,1 \$	87,4 \$	88,8 \$	(1 388,5) \$	32,5 \$	71,0 \$	248,0 \$
Activités abandonnées	–	(0,2)	(0,8)	(3,4)	(0,7)	0,6	(2,3)	0,6
Bénéfice net (perte nette)	84,4 \$	79,9 \$	86,6 \$	85,4 \$	(1 389,2) \$	33,1 \$	68,7 \$	248,6 \$
Résultat de base par action/part :								
Activités poursuivies	0,79 \$	0,76 \$	0,83 \$	0,87 \$	(8,65) \$	0,20 \$	0,44 \$	1,54 \$
Activités abandonnées	–	(0,01)	(0,01)	(0,03)	–	0,01	(0,01)	0,01
Bénéfice (perte) de base par action/part	0,79 \$	0,75 \$	0,82 \$	0,84 \$	(8,65) \$	0,21 \$	0,43 \$	1,55 \$
Résultat dilué par action/part :								
Activités poursuivies	0,79 \$	0,76 \$	0,83 \$	0,87 \$	(8,65) \$	0,20 \$	0,44 \$	0,48 \$
Activités abandonnées	–	(0,01)	(0,01)	(0,03)	(0,01)	–	(0,01)	–
Bénéfice (perte) dilué(e) par action/part	0,79 \$	0,75 \$	0,82 \$	0,84 \$	(8,66) \$	0,20 \$	0,43 \$	0,48 \$

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

Les résultats opérationnels trimestriels reflètent les opérations et tendances importantes suivantes :

- En général, la tendance des produits opérationnels consolidés reflète l'augmentation d'un exercice à l'autre des produits tirés des services Internet, de télévision sur IP et sans fil qui découle d'un accroissement de la clientèle et d'une hausse des PMC, laquelle a été plus que contrebalancée par la diminution des produits tirés des services traditionnels de transmission de la voix.
- En 2010, dans le cadre de nos initiatives en matière de productivité organisationnelle visant à créer une structure de coûts plus efficiente et à améliorer l'ensemble de notre service à la clientèle, nous avons offert un programme d'encouragement à la retraite à un nombre limité de nos employés syndiqués de l'Ontario et du Québec et nous avons poursuivi nos initiatives visant à rendre plus efficace notre équipe de direction ainsi qu'une rationalisation des locaux, ce qui s'est traduit par la comptabilisation de coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts connexes de 10,7 M\$, de 3,3 M\$, de 0,5 M\$ et de 12,5 M\$ aux premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2010, respectivement. En 2011, nous avons continué de mettre l'accent sur des initiatives semblables en matière de productivité, qui incluaient un autre programme d'encouragement à la retraite offert aux employés syndiqués admissibles au Canada atlantique, ce qui s'est traduit par la comptabilisation de coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts connexes de 4,5 M\$, de 1,4 M\$, de 26,5 M\$ et de 4,6 M\$ aux premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2011, respectivement.
- Au quatrième trimestre de 2010, dans le cadre de notre examen du bilan annuel et en préparation de notre conversion en société par actions et du passage aux IFRS, nous avons réexaminé les estimations initiales utilisées pour évaluer les actifs, comme les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux relations clients que nous avons acquises de Bell Canada en 2006 et en 2007, lors de la transformation de Télébec et de NorthernTel en sociétés fermées. En nous fondant sur les estimations révisées en 2010, nous avons constaté une réduction de la valeur comptable de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux relations clients et nous avons comptabilisé une réduction de valeur hors trésorerie de 1 727,9 M\$.
- Au quatrième trimestre de 2010, nous avons annoncé la conclusion d'une entente visant l'acquisition par Bell Canada de notre division xwave. De ce fait, nous avons reclassé le bénéfice opérationnel de notre division xwave dans les activités abandonnées. La clôture de l'opération a eu lieu le 1^{er} janvier 2011; elle a donné lieu à un produit à la vente de 38,4 M\$ en espèces et à un montant de 33,1 M\$ à recevoir de Bell Canada au titre d'ajustements au bilan postérieurs à la clôture. Au cours de 2011, nous avons perçu une tranche de 12,4 M\$ de ce montant à recevoir et versé un montant de 4,7 M\$ pour régler des obligations que nous avons prises en charge relativement à des dépenses engagées par xwave en 2010. Une perte à la vente après impôt de 4,4 M\$, déduction faite du montant de 8,9 M\$ attribué au goodwill, a été comptabilisée dans la perte nette liée aux activités abandonnées en 2011.

D'autres détails sur nos résultats du quatrième trimestre de 2011 sont présentés tout au long du présent document. Des renseignements supplémentaires sur nos résultats des trimestres précédents, comptabilisés conformément aux IFRS ou aux PCGR du Canada, selon le cas, figurent dans nos états financiers intermédiaires et annuels et les rapports de gestion qui s'y rapportent.

GESTION FINANCIÈRE ET DU CAPITAL

Sommaire des flux de trésorerie

<i>Pour les exercices clos les 31 décembre</i>			
<i>(en millions de dollars)</i>	2011	2010	Variation en %
Flux de trésorerie liés aux :			
Activités opérationnelles	817,5 \$	1 028,5 \$	(20,5)
Activités d'investissement	(568,7)	(638,7)	(11,0)
Activités de financement	(324,6)	(328,9)	(1,3)
Augmentation (diminution) nette des flux de trésorerie liés aux activités poursuivies	(75,8) \$	60,9 \$	n.s.
Augmentation (diminution) nette des flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	46,1	(22,6)	n.s.
Augmentation (diminution) nette des flux de trésorerie de la période	(29,7) \$	38,3 \$	n.s.

n.s. non significatif

Pour 2011, nous avons enregistré des sorties nettes de 29,7 M\$, comparativement à des rentrées nettes de 38,3 M\$ en 2010. Cette augmentation des sorties de fonds de 68,0 M\$ provient de la baisse des flux de trésorerie provenant des activités poursuivies de 211,0 M\$, contrebalancée en partie par une baisse des flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 70,0 M\$, une baisse des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 4,3 M\$ et une hausse des flux de trésorerie provenant des activités abandonnées de 68,7 M\$. La hausse des flux de trésorerie provenant des activités abandonnées reflète le produit en espèces de la vente de notre division xwave perçu en 2011.

Activités opérationnelles

En 2011, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles de 817,5 M\$ sont présentés déduction faite des cotisations forfaitaires de 315,0 M\$ à nos RRPD. Sans tenir compte de ces paiements, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont augmenté de 104,0 M\$ en 2011 par rapport à 2010. L'accent que nous avons mis sur l'amélioration de la gestion du fonds de roulement en 2011 s'est traduit par un apport de 50,1 M\$ aux flux de trésorerie provenant du fonds de roulement, soit une augmentation de 92,6 M\$ des flux de trésorerie par rapport à 2010.

Les flux de trésorerie provenant des variations du fonds de roulement se sont chiffrés à 50,1 M\$ en 2011, comparativement à des flux de trésorerie affectés au fonds de roulement de 42,5 M\$ en 2010. Le moment de la comptabilisation et du paiement des coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts a donné lieu à une augmentation de 29,6 M\$ des flux de trésorerie provenant des variations du fonds de roulement en 2011 par rapport à 2010. Pour 2011, la charge à payer au titre des coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts a augmenté d'un montant net de 6,4 M\$ principalement en raison des nouvelles initiatives annoncées au troisième trimestre de 2011, alors que, pour la période correspondante de 2010, le passif avait diminué d'un montant net de 23,2 M\$ en raison des paiements en espèces requis au titre des initiatives annoncées. En outre, l'augmentation des dettes fournisseurs et autres créditeurs a donné lieu à une augmentation de 58,0 M\$ des flux de trésorerie provenant des variations du fonds de roulement en 2011 par rapport à 2010. Cette augmentation des dettes fournisseurs et autres créditeurs s'explique par la hausse des dépenses d'investissement en 2011 découlant de l'accélération de l'expansion de notre réseau FTTH et de nos services *FibreOP*, par une augmentation de la charge à payer au titre de nos régimes de rémunération à court terme et à long terme et par une gestion accrue du délai de règlement des dettes fournisseurs. Les flux de trésorerie provenant des variations du fonds de roulement liés aux créances clients et autres débiteurs ont diminué de 11,8 M\$ en 2011 par rapport à 2010 en raison principalement d'une augmentation des travaux en cours et des débiteurs relativement à d'importants projets de construction de réseaux dans le Nord et l'Est de l'Ontario qui sont co-financés par nos partenaires. Une réduction des niveaux des stocks en 2011 a donné

lieu à une augmentation de 8,3 M\$ des flux de trésorerie par rapport à la période correspondante de 2010. Les achats élevés de stocks effectués en 2010 ont été utilisés pour l'expansion de nos services *FibreOP* en 2011, car le nombre de clients a augmenté au cours de l'exercice. En 2011, les flux de trésorerie affectés au financement des produits différés et autres passifs à long terme ont diminué de 7,1 M\$ par rapport à 2010, ce qui s'explique principalement par le report au-delà de 2012 du paiement prévu de coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts d'un montant de 3,0 M\$ relativement aux initiatives en matière de restructuration annoncées au troisième trimestre de 2011.

Les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles comprennent la capitalisation de nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, y compris les cotisations forfaitaires aux RRPD. Pour 2011, la capitalisation de nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi totalisait 414,9 M\$, comparativement à 155,6 M\$ pour 2010. La capitalisation en espèces de nos RRPD s'est établie à 398,7 M\$, comparativement à 139,8 M\$ pour la période correspondante de 2010. En 2011, ces montants comprenaient des cotisations au titre des services rendus au cours de la période de 49,7 M\$ et un montant de 349,0 M\$ pour une capitalisation exceptionnelle du déficit, comparativement à 53,6 M\$ et à 86,2 M\$ en 2010, respectivement. La baisse d'un exercice à l'autre de 3,9 M\$ des cotisations au titre des services rendus au cours de la période est principalement imputable à la réduction du nombre de participants aux régimes en 2011 par rapport à 2010. L'augmentation d'un exercice à l'autre de la capitalisation exceptionnelle du déficit reflète les cotisations forfaitaires en espèces de 200,0 M\$ et de 115,0 M\$ que nous avons versées au premier et au quatrième trimestres de 2011, respectivement, à nos RRPD enregistrés. Tout au long de 2011, nous avons porté une partie de nos cotisations forfaitaires aux régimes de retraite en diminution de la capitalisation exceptionnelle du déficit qui est exigée.

Pour 2011, les cotisations à nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vue de financer les prestations se sont établies à 8,5 M\$, comparativement à 8,2 M\$ en 2010. En 2011, les cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies se sont chiffrées à 7,7 M\$, comparativement à des cotisations liées aux activités poursuivies de 7,6 M\$ au cours de 2010.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 11,0 %, ou 70,0 M\$, en 2011 par rapport à 2010.

Les achats d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée se sont chiffrés à 572,9 M\$ en 2011, comparativement à 494,0 M\$ en 2010, soit une hausse de 16,0 %, ou 78,9 M\$. Conformément à notre priorité stratégique qui vise à accroître nos services à large bande, en mettant particulièrement l'accent sur les services *FibreOP*, nous poursuivons l'expansion accélérée de notre réseau FTTH. De plus, le total des flux de trésorerie provenant des activités d'investissement comprend un produit de 1,7 M\$ à la vente de placements, qui s'explique par le fait que nous avons perçu des débiteurs de CAE Services professionnels (Canada) Inc. au titre d'ajustements au bilan postérieurs à la clôture découlant de la vente de nos activités liées à la défense, à la sécurité et à l'aérospatiale en 2009, alors qu'aucun produit à ce titre n'a été reçu en 2010.

Au quatrième trimestre de 2010, BCE et Bell Canada ont choisi d'emprunter un montant égal à celui de leurs distributions différées, sous la forme de billets à recevoir non productifs d'intérêts venant à échéance le 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, les billets à recevoir de parties liées comprenaient un montant de 145,6 M\$ relativement aux distributions différées en 2010, et aucune transaction de ce genre n'a eu lieu en 2011.

Activités de financement

Nos activités de financement pour 2011 étaient concentrées sur le refinancement d'un montant important au titre de la dette à long terme venant à échéance, le renouvellement ou le remplacement de conventions de crédit arrivant à expiration, les remboursements nets de la dette au moyen de flux de trésorerie disponibles excédentaires après les paiements de dividendes et l'achèvement des émissions d'actions privilégiées, lesquelles ont principalement financé les cotisations forfaitaires à nos RRPD. Pour 2011, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 324,6 M\$, comparativement à 328,9 M\$ en 2010, soit une diminution de 1,3 %, ou 4,3 M\$, ce qui reflète une baisse des dividendes/distributions en espèces versés à nos porteurs de titres en 2011 et le produit net que nous avons reçu par suite des émissions d'actions

privilégiées en 2011, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par les remboursements nets de la dette en 2011, comparativement au produit net de la dette en 2010.

En 2011, nous avons enregistré des sorties nettes de 169,2 M\$ pour les remboursements nets de la dette (y compris la dette à court terme, la dette à long terme et les contrats de location-financement), comparativement au produit net en espèces de la dette d'un montant de 142,9 M\$ que nous avons reçu en 2010. En 2011, les sorties enregistrées pour les remboursements nets de la dette comprenaient un montant de 26,2 M\$ pour le remboursement net de la dette à court terme en vertu de notre programme de papier commercial, de nos facilités bancaires et de la titrisation de débiteurs. En 2010, nous avons enregistré un produit net de 172,2 M\$ en vertu de ces facilités, produit qui a servi principalement à capitaliser les besoins accrus en fonds de roulement et à racheter une participation dans les poteaux à Terre-Neuve. Pour 2011, nous avons enregistré des sorties nettes de 143,0 M\$ pour effectuer des remboursements prévus et anticipés des contrats de location-financement, des emprunts hypothécaires, des débetures et des billets à moyen terme, comparativement à des sorties de 29,3 M\$ pour effectuer des remboursements nets de la dette à long terme en 2010. Pour de plus amples détails, se reporter à la rubrique « Dette » ci-dessous. Les remboursements de la dette à long terme et de la dette à court terme en 2011 ont été facilités en partie par les flux de trésorerie disponibles excédentaires, par le produit de la vente de notre division xwave et en partie par le produit de l'émission d'actions privilégiées décrite ci-dessous. En 2011 également, nous avons remboursé un montant net de 43,0 M\$ des effets à payer à des parties liées, dont une tranche de 43,3 M\$ correspondait aux dernières distributions dans le cadre de la structure de fiducie de revenu, lesquelles ont été versées au début du premier trimestre de 2011. L'établissement de ces effets à la fin de 2010 a été inclus dans le produit des effets à recevoir de parties liées d'un montant de 46,1 M\$ au cours de cet exercice.

En 2011, nous avons enregistré un produit brut total de 402,5 M\$ de deux émissions d'actions privilégiées par notre filiale en propriété exclusive, Bell Aliant Actions privilégiées Inc. (Bell Aliant Actions privilégiées); aucune transaction semblable n'avait été comptabilisée en 2010. Après les coûts de transaction, le produit net de 389,1 M\$ a servi à effectuer les cotisations forfaitaires aux RRPD de 200,0 M\$ et de 115,0 M\$, à rembourser une tranche de la dette nette en 2011 et pour les besoins généraux de l'entreprise.

Pour 2011, les activités de financement comprenaient également les dividendes de 436,5 M\$ versés à Bell Aliant Inc., les dividendes de 11,1 M\$ versés aux porteurs d'actions privilégiées et les distributions de 53,9 M\$, qui représentent le dernier paiement de distributions déclarées à titre de fiducie de revenu. Pour 2010, le total des distributions versées au Fonds et aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c. et de parts de société en commandite échangeables de Placements Bell Aliant, s.e.c. se chiffrait à 517,9 M\$.

Financement et liquidités

Sources de liquidités

Nous tirons la plus grande partie de nos liquidités des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, ainsi que de nos facilités de crédit bancaire, d'un programme de papier commercial et de notre programme de titrisation de débiteurs. Nous prévoyons tirer suffisamment de liquidités de nos activités opérationnelles pour payer les immobilisations corporelles, les dividendes aux actionnaires et les montants liés à d'autres engagements, à mesure qu'ils se présentent.

Notre structure du capital est la suivante :

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	Au 31 décembre 2011		Au 31 décembre 2010	
Capital social/des associés	3 445,3 \$	50,3 %	1 666,0 \$	34,6 %
Actions privilégiées émises par une filiale	393,5	5,8 %	–	–
Dette nette ¹	3 004,1	43,9 %	3 148,8	65,4 %
Total du capital	6 842,9 \$	100,0 %	4 814,8 \$	100,0 %

1. La dette nette est définie comme la dette à court terme et la dette à long terme (incluant les effets à payer à des parties liées), déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Capital social/des associés

Actions ordinaires

Au 31 décembre 2011, le capital autorisé de Bell Aliant, commandité comprenait un nombre illimité d'actions de deux catégories, des actions ordinaires avec droit de vote et des actions ordinaires sans droit de vote, lesquelles ne sont pas cotées en Bourse.

Au 31 décembre 2011, 101 373 833 actions ordinaires avec droit de vote avaient été émises et étaient en circulation, et Bell Aliant Inc. détenait toutes les actions ordinaires avec droit de vote, sauf une, qui était détenue indirectement par BCE. Aucune action ordinaire sans droit de vote n'a été émise.

Parts de société en commandite

Au 31 décembre 2010, Placements Bell Aliant, s.e.c. pouvait émettre un nombre illimité de parts de chacune de ses trois catégories de parts, lesquelles n'étaient pas cotées en Bourse. Le nombre de parts émises et en circulation s'établissait comme suit :

- 28 168 803 parts de société en commandite échangeables de catégorie 1;
- 132 367 606 parts de société en commandite de catégorie 2;
- 54 000 parts de commandité.

Le 1^{er} janvier 2011, toutes les parts de société en commandite en circulation ont été annulées dans le cadre de la dissolution de Placements Bell Aliant, s.e.c. au cours de la conversion, comme il a été décrit dans nos états financiers et notre rapport de gestion intermédiaires du premier trimestre de 2011.

Participation ne donnant pas le contrôle

La participation ne donnant pas le contrôle au 31 décembre 2011 représente la participation des porteurs d'actions privilégiées dans Bell Aliant Actions privilégiées. En mars 2011, Bell Aliant Actions privilégiées a émis 287,5 M\$ d'actions privilégiées de série A et a porté en diminution du produit de l'émission d'actions des commissions et des frais d'émission d'actions de 9,7 M\$, déduction faite de l'impôt correspondant de 3,0 M\$. En décembre 2011, Bell Aliant Actions privilégiées a émis 115,0 M\$ d'actions privilégiées de série C et a comptabilisé des commissions et des frais d'émission d'actions de 3,7 M\$, déduction faite de l'impôt correspondant de 1,1 M\$. Pour de plus amples détails concernant cette émission d'actions privilégiées, se reporter aux communiqués de presse de Bell Aliant Inc. datés du 22 février 2011 et du 7 décembre 2011.

Dettes

Nous avons commencé 2011 avec un projet de réduire notre dette nette pour maintenir dans l'ensemble les ratios de levier financier, puisque notre BAIIA devait diminuer. Nous avons utilisé l'excédent des flux de trésorerie disponibles positifs sur les paiements de dividendes pour effectuer ces remboursements de la dette nette. Nous avons réduit notre dette nette de 144,7 M\$ au cours de 2011, ce qui inclut une réduction de la dette à long terme de 105,2 M\$ et un remboursement de la dette à court terme de 26,2 M\$ ainsi qu'une augmentation de la trésorerie de 13,6 M\$. Par conséquent, notre ratio de la dette nette par rapport au BAIIA s'est établi à 2,26 fois au 31 décembre 2011, soit une amélioration par rapport au niveau de 2,29 fois au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2011, l'encours total de la dette s'élevait à 3 039,8 M\$, y compris des billets à moyen terme non garantis de premier rang d'un montant de 2 500,0 M\$ émis aux termes de l'acte de fiducie de Bell Aliant, s.e.c. daté du 14 septembre 2006, comparativement à la dette totale de 3 214,2 M\$ au 31 décembre 2010.

Le 26 avril 2011, nous avons émis 300,0 M\$ de billets à moyen terme non garantis d'une durée de sept ans, qui portent intérêt au taux de 4,88 % par année et arriveront à échéance le 26 avril 2018. Ces billets ont été émis avec escompte, et les frais d'émission engagés se sont élevés à 1,5 M\$, ce qui a donné lieu à un produit net de 298,5 M\$. Le 6 mai 2011, nous avons utilisé le produit de cette émission de billets pour rembourser une tranche des billets à moyen terme à 4,72 % arrivant à échéance le 26 septembre 2011. Nous avons remboursé un montant en capital de 300,0 M\$ et comptabilisé une perte au remboursement de 4,4 M\$, par suite du

paiement d'une pénalité de remboursement par anticipation de 4,0 M\$ et de la comptabilisation de frais d'émission non amortis précédemment de 0,4 M\$. Le 26 septembre 2011, nous avons payé à l'échéance la tranche résiduelle de 105,0 M\$ de l'encours du capital des billets à moyen terme à 4,72 %, ainsi que les intérêts courus.

Tout au long de 2011, nous avons conclu des contrats de location-financement pour l'achat de matériel totalisant 30,3 M\$ et nous avons remboursé les montants en capital des contrats de location-financement d'un montant de 25,3 M\$ au moyen de paiements réguliers prévus. Nous avons également effectué des remboursements de capital réguliers prévus d'un montant total de 4,5 M\$ au titre des débetures et des emprunts hypothécaires de Télébec et de NorthernTel.

En 2011, nous avons modifié et refondu nos facilités de crédit bancaires consortiales, ce qui a donné lieu à la mise en place d'une seule facilité d'exploitation renouvelable de 750,0 M\$, dont la nouvelle date d'échéance est le 6 juin 2015, et à l'élimination de la facilité non renouvelable liée à la caisse de retraite. Notre facilité d'exploitation renouvelable engagée continue de fournir des liquidités de soutien pour notre programme de papier commercial d'un montant de 400,0 M\$, soutient les lettres de crédit émises pour la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes et assure le financement des besoins généraux de l'entreprise. Nous avons engagé des frais d'émission de titres d'emprunt de 2,6 M\$ relativement à cette modification et à cette refonte. Le montant total disponible en vertu de nos facilités de crédit d'exploitation à court terme s'élevait à 1 044,5 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 1 255,3 M\$ au 31 décembre 2010.

Le montant des lettres de crédit émises a augmenté de 16,6 M\$, pour s'établir à un montant total de 302,7 M\$, qui comprenait, au 31 décembre 2011, un montant de 285,1 M\$ lié à nos régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, comparativement à 260,8 M\$ au 31 décembre 2010. Au 31 décembre 2010, les lettres de crédit comprenaient également un montant de 11,1 M\$ lié aux activités abandonnées, alors qu'aucun montant de ce genre n'avait été comptabilisé au 31 décembre 2011.

Les montants prélevés sur nos facilités de crédit à court terme ont diminué de 26,2 M\$, pour s'établir à 351,0 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 377,2 M\$ au 31 décembre 2010. Dans le cadre de la modification et de la refonte de nos facilités de crédit bancaires consortiales, les avances sous forme d'acceptations bancaires de 40,0 M\$ en cours en vertu de notre facilité non renouvelable liée à la caisse de retraite ont été remboursées au cours du deuxième trimestre de 2011. Nous avons également remboursé des billets à court terme d'un montant de 8,2 M\$ en vertu de notre programme de papier commercial, ce qui a porté le montant total des billets émis à 201,0 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 209,2 M\$ au 31 décembre 2010. En outre, au 31 décembre 2011, des débiteurs d'un montant de 186,5 M\$ avaient été donnés en garantie pour un produit en espèces net de 150,0 M\$, comparativement à des débiteurs d'un montant de 153,7 M\$ donnés en garantie pour un produit en espèces net de 128,0 M\$ au 31 décembre 2010. Nos créances clients titrisées sont comptabilisées à titre d'emprunts renouvelables à taux variable garantis par certains débiteurs.

Aux termes de la facilité de crédit bancaire modifiée et refondue, certaines clauses restrictives financières ont été modifiées, notamment le ratio de levier financier (selon la définition qu'en donne l'entente), qui est passé de 3,0 fois à 3,25 fois. Un exemplaire de la facilité de crédit modifiée et refondue est présenté à titre de document important sur le site www.sedar.com. Aucune autre modification importante n'a été apportée aux clauses restrictives et aux dispositions de nos facilités de crédit qui sont présentées dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, sauf des modifications requises par suite de la conversion.

Notations

Il n'y a eu aucun changement à nos cotes de crédit de première qualité au cours du quatrième trimestre de 2011.

	S&P	DBRS
Dette de premier rang non garantie de Bell Aliant, s.e.c.	BBB, perspective stable	BBB (élevée), tendance stable
Papier commercial de Bell Aliant, s.e.c.	Non noté	R-1 (faible), tendance stable
Actions privilégiées de Bell Aliant Actions privilégiées Inc.	P-3 (élevée), perspective stable	Pfd-3 (élevée), tendance stable

Besoins de liquidités

Nous avons besoin d'importantes liquidités pour exécuter notre stratégie d'affaires. Nos besoins de liquidités pour le quatrième trimestre de 2011 étaient liés aux dividendes aux actionnaires, aux achats d'immobilisations corporelles, à la capitalisation des régimes de retraite, aux remboursements sur la dette à court terme et sur la dette à long terme et aux paiements relatifs à d'autres engagements. Les besoins de liquidités pour 2012 devraient être similaires. En particulier, ces besoins de liquidités devraient donner lieu aux sorties de fonds suivantes :

- Les besoins de liquidités annuels pour payer les dividendes aux actionnaires de Bell Aliant Inc. (sous réserve de leur déclaration, au gré des administrateurs) et pour financer les charges nettes de Bell Aliant Inc. devraient s'établir dans une fourchette de 435 M\$ à 440 M\$ en 2012. Pour 2011, nous avons payé des dividendes de 436,5 M\$ à Bell Aliant Inc.
- Pour 2011, les dépenses d'investissement se sont établies à 572,9 M\$, soit un résultat conforme à nos cibles révisées publiées en novembre 2011. Nous nous attendons à ce que nos dépenses d'investissement en 2012 se situent dans une fourchette de 550 M\$ à 600 M\$. Veuillez vous reporter à la rubrique « Cibles financières pour 2012 » pour une analyse détaillée des dépenses d'investissement prévues.
- Nous sommes tenus de rembourser la dette à court terme et la dette à long terme selon leurs modalités. Nous nous assurons que des montants suffisants peuvent être prélevés en tout temps sur nos facilités d'exploitation renouvelables en vue de soutenir l'émission de papier commercial. Aucune dette à long terme importante ne viendra à échéance en 2012.
- Nos RRPD accusent un déficit de capitalisation. En 2011, le rendement des actifs des régimes de retraite a légèrement dépassé notre rendement prévu. Toutefois, les taux d'actualisation prévus pour calculer notre passif au titre du déficit de capitalisation au 31 décembre 2011 sont inférieurs à ceux utilisés au 31 décembre 2010. Pour réduire la volatilité future du financement découlant des rendements liés aux marchés et aux taux d'intérêt, nous avons effectué en 2011 des cotisations forfaitaires aux régimes de retraite de 315,0 M\$. Une tranche de ce montant a été portée en diminution de la capitalisation qui est requise pour 2011, et nous avons l'intention de porter également ces cotisations forfaitaires en diminution des paiements exigés visant à réduire le déficit pour 2012. En 2011, la capitalisation exceptionnelle de notre déficit qui était exigée totalisait 107,5 M\$. Cependant, nous avons cotisé 349,0 M\$, disposant ainsi d'un solde élevé qui nous permet de financer les futurs besoins en capitalisation. La quasi-totalité des besoins en capitalisation du déficit des régimes de retraite pour 2012 devrait être comblée en utilisant les cotisations forfaitaires aux régimes de retraite effectuées en 2011 ou au moyen de lettres de crédit. Le financement en espèces des coûts des services rendus au cours de la période et du coût net des autres régimes d'avantages en 2012 devrait s'établir dans une fourchette de 65 M\$ à 75 M\$, comparativement à 65,9 M\$ en 2011.
- Des initiatives en matière de productivité annoncées périodiquement depuis 2008 devraient se traduire par l'utilisation de liquidités pour payer les frais liés aux indemnités de départ, aux avantages et à la rationalisation des locaux d'environ 20 M\$ à 25 M\$ en 2012. Pour 2011, nous avons

payé des coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts et à la rationalisation des locaux d'un montant de 30,2 M\$.

- Les liquidités serviront aussi à faire face à d'autres engagements, notamment ceux relatifs aux contrats de location simple et d'approvisionnement de matériel et d'autres infrastructures de réseau.
- Grâce à l'utilisation des reports en avant accumulés de pertes fiscales, le montant de l'impôt en espèces que nous paierons en 2012 sera minime. Cependant, nous nous attendons à ce que notre obligation de payer un impôt en espèces soit plus élevée à compter de 2013, car nous devrions avoir utilisé tous nos reports en avant de pertes fiscales. Selon les niveaux futurs du bénéfice imposable, notre fourchette normale annuelle de l'impôt en espèces devrait se situer entre 125 M\$ et 145 M\$. Le gouvernement fédéral a récemment éliminé la possibilité de reporter le bénéfice des sociétés de personnes, ce qui devrait donner lieu à la comptabilisation non récurrente, soit en 2013 ou en 2014, d'un impôt en espèces plus élevé que la normale pour un exercice, représentant le versement accéléré d'une partie de l'impôt de l'exercice subséquent. Le calendrier réel des paiements supplémentaires d'impôt en espèces est soumis à un certain nombre d'exigences, d'options et de facteurs sur le plan législatif qui seront déterminés à mesure que nous nous approcherons de ces périodes.

Autres obligations contractuelles

Nos obligations contractuelles demeurent dans l'ensemble inchangées par rapport à celles décrites dans notre rapport de gestion annuel 2010.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Nos principales parties liées demeurent BCE, Bell Canada et Bell Aliant Inc. Pour plus de détails sur nos transactions entre parties liées et sur notre relation avec BCE et Bell Canada, se reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 ainsi qu'aux notes relatives aux transactions entre parties liées de nos états financiers intermédiaires publiés en 2011.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Nos méthodes comptables et nos estimations et hypothèses comptables critiques, préparées conformément aux IFRS, sont identiques à celles décrites dans la note 2 de nos états financiers intermédiaires pour le premier trimestre de 2011. Avant le premier trimestre de 2011, nos états financiers consolidés annuels et intermédiaires étaient préparés conformément aux PCGR du Canada. L'adoption des IFRS n'a pas eu d'incidence sur notre rendement global, nos décisions stratégiques ou les tendances sous-jacentes à nos activités.

Incidence de la transition aux IFRS

Se reporter à nos états financiers intermédiaires publiés en 2011 pour obtenir plus de détails sur les exemptions importantes prévues par IFRS 1 que nous avons utilisées, ainsi que sur les rapprochements entre nos résultats de 2010 selon les PCGR du Canada et les résultats de 2010 selon les IFRS. Les divers rapprochements présentés dans les états financiers intermédiaires incluent le total des capitaux propres au 1^{er} janvier 2010 et au 31 décembre 2010, et pour les périodes intermédiaires comparatives closes en 2010, ainsi que le résultat net et le résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et pour les périodes intermédiaires comparatives de trois mois et depuis le début de l'exercice en 2010.

Changements futurs de méthodes comptables

L'IASB a publié plusieurs nouvelles normes, modifications de normes et interprétations qui ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2011.

Nous avons évalué les nouvelles normes et modifications suivantes, dont l'adoption ne devrait pas avoir d'incidence significative sur nos résultats financiers :

Les modifications à IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011, exigent de fournir des informations supplémentaires concernant le transfert d'actifs financiers, particulièrement lorsqu'un nombre disproportionné de transactions est enregistré à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les modifications à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, qui entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012, établissent la présomption du recouvrement de certains actifs et sont considérées pertinentes dans les cas où différentes conséquences fiscales peuvent survenir selon la manière dont les valeurs comptables sont recouvrées.

Nous évaluons actuellement l'incidence, le cas échéant, que les nouvelles normes et modifications suivantes auront sur nos résultats financiers :

IFRS 9, *Instruments financiers*, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, constitue la première étape du projet en trois étapes de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Elle exige le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers soit dans la catégorie du coût amorti, soit dans celle de la juste valeur.

IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, s'appuie sur les principes existants et reconnaît que la notion de contrôle constitue le facteur concluant pour déterminer si une entité devrait être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. Cette norme fournit des directives additionnelles aux fins de l'établissement du contrôle lorsqu'il est difficile d'évaluer ce dernier.

IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, exige la présentation d'informations sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et les autres entités hors bilan.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, établit un cadre unique aux fins de l'évaluation de la juste valeur et présente certaines informations à fournir sur cette évaluation. Elle s'applique lorsqu'une autre IFRS exige ou permet des évaluations de la juste valeur ou des informations à fournir sur ces évaluations, avec certaines exceptions pour des éléments auxquels s'appliquent d'autres normes.

Les modifications à IAS 19, *Avantages du personnel*, qui entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, éliminent l'approche du corridor pour la comptabilisation des écarts actuariels, remplacent les composantes produits financiers et charge financière de la charge nette au titre des régimes d'avantages par une unique composante intérêts nets et exigent que les entités séparent les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes en trois composantes. Les modifications bonifient également les informations à fournir à l'égard des risques découlant des régimes à prestations définies.

MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

Les décisions rendues par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en vertu de la *Loi sur les télécommunications*, de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur la radiocommunication* influent sur nos activités.

Les faits nouveaux concernant la réglementation survenus au quatrième trimestre de 2011, jusqu'au 7 février 2012 inclusivement, qui touchent, ou pourraient toucher, nos activités de façon importante comprennent ce qui suit :

Instance visant l'examen des services de programmation alternative

Tel qu'il en a été question dans notre rapport de gestion pour le troisième trimestre de 2011, le 25 mai 2011, le CRTC a amorcé une instance visant à mieux comprendre les répercussions qu'aura la programmation alternative (la programmation fournie par le biais d'Internet) sur le système canadien de radiodiffusion. Les radiodiffuseurs en ligne, tant au pays qu'à l'étranger, ne sont pas, à l'heure actuelle, assujettis à la

réglementation en matière de radiodiffusion, conformément à l'ordonnance d'exemption du CRTC relative aux nouveaux médias, tandis que les entreprises de programmation et de distribution conventionnelles continuent d'être assujetties à des obligations réglementaires en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* et des règlements connexes.

Le 5 octobre 2011, le CRTC a annoncé que sa collecte de renseignements n'avait pas produit de résultats concluants et qu'une nouvelle collecte se tiendra en mai 2012. Le CRTC a établi qu'il continuera de surveiller l'évolution de l'environnement des communications, comme en témoigne le fait que les services de programmation alternative ont été la priorité de sa consultation annuelle auprès de l'industrie de la radiodiffusion en novembre 2011.

Si le CRTC ne prend pas d'autres mesures, les fournisseurs de services de programmation alternative qui sont en concurrence avec les radiodiffuseurs traditionnels continueront de pouvoir exercer leurs activités sans soutenir financièrement la création et la présentation d'émissions canadiennes, continuant ainsi de profiter de l'environnement réglementaire asymétrique actuel.

Examen des régimes d'interconnexion des services locaux, sans fil et interurbains

Le 19 janvier 2012, le CRTC a publié la Politique réglementaire de télécom CRTC 2012-24. Cette décision met en place un régime d'interconnexion de réseaux téléphoniques IP et présente de nouvelles options pour l'interconnexion des services sans fil. La décision établit également une plus grande souplesse dans les ententes d'interconnexion en sanctionnant les ententes négociées non réglementées qui offrent une solution de rechange aux prix et aux modalités réglementés actuels pour l'interconnexion des services locaux, interurbains et sans fil, et qui sont considérées comme le moyen privilégié pour l'interconnexion IP. La décision pourrait avoir une incidence sur les produits opérationnels et sur les dépenses liées aux composantes d'interconnexion des réseaux. L'incidence qu'aura sur nous cette décision n'est toutefois pas encore connue.

Approbation du CRTC d'un modèle de facturation basé sur la capacité pour le service Internet de gros

La réglementation du CRTC exige que les principaux fournisseurs de services Internet (FSI), tels que nous, assurent aux FSI indépendants un accès de gros à certains de leurs réseaux fixes sur fil à large bande, à un tarif de services de gros réglementé. Le 15 novembre 2011, le CRTC a publié une décision portant sur le modèle de facturation à l'utilisation. Pour les principaux FSI qui ont choisi d'avoir un modèle de facturation à l'utilisation des services de gros, cette décision a fait diminuer les tarifs d'accès mensuels et a mis en place des frais d'utilisation basés sur la capacité qui obligent les FSI indépendants à acheter, auprès d'un FSI principal, la capacité de réseau nécessaire pour répondre aux besoins en bande passante de leurs utilisateurs finaux. Cet aspect de la décision s'applique à nos services Internet de gros fournis dans certaines régions de l'Ontario et du Québec, où nous avons proposé la facturation à l'utilisation des services de gros. Cette décision a également mis en place de nouveaux tarifs fixes applicables aux services de gros pour nos services Internet haute vitesse fournis au Canada atlantique.

Demande de licence visant l'exploitation d'une entreprise de distribution de radiodiffusion

Comme il est décrit à la rubrique « Stratégie », nous avons annoncé notre projet d'élargir notre réseau *FibreOP* à Sudbury, en Ontario. Nous avons déposé une demande auprès du CRTC pour une licence visant l'exploitation d'une entreprise de distribution de radiodiffusion régionale qui nous permettra d'offrir nos services de télévision *FibreOP* en Ontario. Le 20 janvier 2012, le CRTC a sollicité les commentaires du public au sujet de cette demande d'ici le 21 février 2012 et il a fixé une audience sans comparution pour le 21 mars 2012.

HYPOTHÈSES FORMULÉES LORS DE LA PRÉPARATION DES INFORMATIONS PROSPECTIVES ET RISQUES POUVANT AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS ET NOS RÉSULTATS

Cibles financières pour 2012

Le 7 février 2012, nous avons annoncé que nos cibles financières pour 2012 s'établissaient comme suit :

	Résultats pour 2011	Cibles pour 2012
Produits opérationnels	2 775 M\$	De 2 700 M\$ à 2 780 M\$
BAIIA ² avant charge au titre des régimes de retraite	1 327 M\$	De 1 285 M\$ à 1 325 M\$
Dépenses d'investissement	573 M\$	De 550 M\$ à 600 M\$
Flux de trésorerie disponibles ²	557 M\$ ¹	De 500 M\$ à 560 M\$
Bénéfice par action ajusté ²	1,70 \$	De 1,60 \$ à 1,80 \$

1. Exclut les cotisations forfaitaires de 315 M\$ aux RRPD effectuées en 2011.

2. Le BAIIA, les flux de trésorerie disponibles et le bénéfice par action ajusté sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » pour obtenir plus de détails.

En 2012, les produits opérationnels devraient se situer entre 2 700 M\$ et 2 780 M\$, comparativement à 2 775 M\$ en 2011. La forte croissance des produits tirés des services Internet et des services de télévision découlant de l'expansion de nos services *FibreOP* devrait largement contrebalancer la baisse des produits tirés de nos services traditionnels de transmission de la voix attribuable à la concurrence et à la substitution des technologies. En 2012, les charges opérationnelles devraient être semblables à celles de 2011, car les économies découlant des initiatives en matière de restructuration en 2011 et des autres initiatives en matière de productivité contrebalancent l'augmentation des coûts découlant de la pression inflationniste normale et des coûts liés au déploiement de notre service *FibreOP*.

Par conséquent, le BAIIA devrait s'établir entre 1 285 M\$ et 1 325 M\$ en 2012, comparativement à 1 327 M\$ en 2011.

En 2012, les dépenses d'investissement devraient se situer entre 550 M\$ et 600 M\$, comparativement à 573 M\$ en 2011. L'augmentation des dépenses d'investissement découlant de l'expansion de notre réseau FTTH à des marchés dont la densité de population est relativement moins forte, les frais de démarrage liés à l'expansion hors du Canada atlantique et la croissance plus solide des nouvelles connexions clients à nos services *FibreOP* en 2012 devraient contrebalancer la diminution des dépenses d'investissement découlant de la plus faible augmentation de la part de marché du réseau FTTH en 2012 par rapport à 2011.

Les flux de trésorerie disponibles devraient s'établir entre 500 M\$ et 560 M\$ en 2012, comparativement à 557 M\$ en 2011, compte non tenu des cotisations forfaitaires aux RRPD de 2011. En 2012, le BPA ajusté devrait être semblable à celui de 2011.

Hypothèses formulées lors de la préparation des informations prospectives

Les informations prospectives effectuées dans le présent rapport de gestion s'appuient sur un certain nombre d'hypothèses qui, à notre avis, étaient raisonnables au moment où nous avons fait ces informations prospectives. Dans notre rapport de gestion annuel de 2010, nous avons décrit les principales hypothèses que nous avons formulées aux fins de la préparation des déclarations prospectives à l'égard de notre rendement financier et opérationnel prévu pour 2011. Nous avons mis à jour certaines hypothèses et nous avons révisé nos cibles pour 2011, comme il est décrit dans nos rapports de gestion des deuxième et troisième trimestres de 2011.

Dans le cadre de la préparation de nos cibles financières pour 2012 et de la formulation des déclarations prospectives présentées dans ce rapport de gestion, nous avons également posé plusieurs hypothèses clés. Pour 2012, nous nous attendons aux évolutions suivantes :

Hypothèses relatives au marché

- a) La concurrence demeurera forte sur les marchés d'affaires et résidentiel; l'accroissement de la part de marché des entreprises de téléphonie par câble fera passer celle-ci de 72 %, actuellement, à un sommet de 75 % à 80 % au cours des prochaines années;
- b) La substitution par le sans-fil pour les services de transmission de la voix s'accroîtra sur nos territoires, mais continuera d'être à la traîne par rapport à d'autres régions du Canada;

Hypothèses relatives à l'exploitation

- c) La diminution du nombre de nos clients des SAR sera comparable à celle enregistrée en 2011;
- d) L'augmentation nette du nombre d'abonnés à nos services Internet haute vitesse sera comparable à celle enregistrée en 2011;
- e) L'augmentation nette du nombre d'abonnés à la télévision sur IP sera supérieure à celle enregistrée en 2011;
- f) Nous continuerons d'investir dans la technologie FTTH pour y donner accès à environ 650 000 foyers et entreprises d'ici la fin de 2012, ce qui devrait faire progresser le total de nos PMC pour le marché résidentiel et générer une croissance importante du nombre d'abonnés des services de télévision et des produits opérationnels;
- g) Les augmentations de coûts liées au déploiement de notre réseau FTTH et aux pressions inflationnistes normales seront contrebalancées par les réductions de coûts, qui se poursuivront en 2012;

Hypothèses relatives aux résultats financiers

- h) En 2012, la charge nette au titre des régimes d'avantages incluse dans le BAIIA devrait s'établir entre 55 M\$ et 65 M\$, en tenant compte d'un taux d'actualisation de 5,2 % à la fin de l'exercice 2011, comparativement à 60 M\$ en 2011, en tenant compte d'un taux d'actualisation pondéré de 5,3 %. Le taux de rendement présumé des actifs des régimes (pour les produits financiers) est de 6,0 % pour 2012, identique à celui de 2011;
- i) La quasi-totalité des besoins en capitalisation du déficit des régimes de retraite pour 2012 devrait être comblée en utilisant les cotisations forfaitaires aux régimes de retraite à prestations définies effectuées en 2011 ou au moyen de lettres de crédit. Le financement en espèces de la réduction du déficit en 2012 devrait s'établir dans une fourchette de néant à 15 M\$. Le financement en espèces des coûts des services rendus au cours de la période et du coût net des autres régimes d'avantages en 2012 devrait s'établir dans une fourchette de 65 M\$ à 75 M\$, comparativement à 66 M\$ en 2011;
- j) Le bénéfice imposable devrait être assujéti à un taux d'imposition des sociétés fédéral-provincial harmonisé de 28 % en 2012, et la charge d'impôt sur le résultat pour 2012 devrait se situer environ entre 125 M\$ et 135 M\$. Grâce à l'utilisation des reports en avant accumulés de pertes fiscales, le montant de l'impôt en espèces que nous paierons en 2012 sera minime;
- k) Des initiatives en matière de productivité, découlant principalement des programmes de restructuration de la main-d'œuvre annoncés en 2011, se traduiront par l'utilisation de liquidités pour payer les frais liés aux indemnités de départ, aux avantages et à la rationalisation des locaux d'environ 20 M\$ à 25 M\$ en 2012;
- l) La dotation aux amortissements de Bell Aliant se situera entre 635 M\$ et 650 M\$ en 2012, compte tenu d'un amortissement d'environ 85 M\$ à 90 M\$ des ajustements au titre de la répartition du prix d'achat, lesquels ne sont pas compris dans le BPA ajusté.

Gestion des risques

Nous savons que nous sommes exposés à un certain nombre de risques dans le cours normal de nos activités, y compris aux facteurs énumérés dans la rubrique « Informations prospectives » au début du présent rapport de gestion, qui pourraient avoir une incidence défavorable sur notre situation financière ou nos résultats opérationnels et faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante de ceux

prévus ou prédits dans nos informations prospectives. Se reporter à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et à notre notice annuelle 2010 pour la liste des risques importants auxquels, à notre avis, nous sommes exposés. La liste des risques mentionnés ci-dessous n'est pas exhaustive, étant donné qu'il peut y avoir d'autres risques dont nous n'avons pas connaissance actuellement ou qui, selon nous, n'ont actuellement pas d'incidence importante sur nos activités consolidées, mais pourraient en avoir.

Au cours de 2011, nous n'avons pas repéré de changement important dans la nature des risques auxquels nous sommes exposés dans le cadre de nos activités courantes, tel qu'il est décrit dans notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 et dans notre notice annuelle 2010. Dans le présent rapport de gestion, nous avons fourni des mises à jour à l'égard de notre cadre réglementaire et de notre contexte concurrentiel aux rubriques intitulées « Modifications réglementaires » et « État de la concurrence ».

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

En plus de présenter nos résultats conformément aux IFRS, nous utilisons certaines mesures financières non définies par les IFRS comme indicateurs supplémentaires de notre performance opérationnelle et de notre situation financière à des fins de planification interne. Ces mesures non définies par les IFRS incluent :

- le BAIIA et la marge du BAIIA;
- les flux de trésorerie disponibles;
- le BPA ajusté de Bell Aliant Inc.

Les termes ci-dessus n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS. Il est donc peu probable qu'ils puissent être comparés à des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs assujettis. Le BAIIA, la marge du BAIIA, les flux de trésorerie disponibles et le BPA ajusté de Bell Aliant Inc. sont présentés sur la même base d'une période à l'autre.

BAIIA et marge du BAIIA

Nous définissons le BAIIA comme les produits opérationnels moins les charges opérationnelles; par conséquent, ce terme désigne le résultat opérationnel avant les amortissements, les coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts et la réduction de valeur des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée. Le résultat opérationnel est calculé avant la déduction de la charge financière nette et de l'impôt sur le résultat.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net, du résultat opérationnel et du BAIIA sur une base consolidée.

<i>Pour les périodes closes les 31 décembre (en millions de dollars)</i>	T4		Exercice complet	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net (perte nette)	84,4 \$	(1 389,2) \$	336,3 \$	(1 038,8) \$
Ajouter :				
Charge financière nette	43,1	49,0	171,5	191,4
Distributions aux porteurs de parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	52,4	-	209,4
Perte (profit) à la réévaluation des parts de société en commandite échangeables de catégorie B émises par Bell Aliant, s.e.c.	-	8,7	-	(147,3)
Autres charges	2,2	5,4	7,2	22,2
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	26,8	(296,6)	137,4	(312,2)
Perte nette liée aux activités abandonnées	-	0,7	4,4	1,8
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	156,5 \$	(1 569,6) \$	656,8 \$	(1 073,5) \$
Ajouter :				
Amortissements	163,2	173,9	633,0	693,5
Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts	4,6	12,9	37,0	28,2
Réduction de valeur des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée	-	1 727,9	-	1 727,9
BAIIA	324,3 \$	345,1 \$	1 326,8 \$	1 376,1 \$

Nous utilisons le BAIIA, entre autres mesures, pour évaluer le rendement opérationnel de nos activités courantes avant l'incidence des amortissements, des coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts et de la réduction de valeurs des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée. Nous excluons la dotation aux amortissements et la réduction de valeur des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée étant donné que ces éléments sont principalement fonction des méthodes comptables et des hypothèses utilisées par une société ainsi que de facteurs non opérationnels, comme le coût historique des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée. Le fait d'exclure les coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts ne signifie pas qu'ils sont non récurrents. Nous excluons ces éléments parce qu'ils ont une incidence sur la comparabilité de nos résultats financiers et peuvent éventuellement donner une représentation fautive de l'analyse des tendances en matière de rendement de l'entreprise. Le BAIIA nous permet de comparer notre rendement opérationnel de manière continue.

À notre avis, certains investisseurs et analystes utilisent cette mesure pour évaluer notre capacité de payer les intérêts sur notre dette, de verser des dividendes et de respecter nos autres obligations de paiement, ou comme outil d'évaluation commun dans le secteur des télécommunications. Le BAIIA ne doit pas être confondu avec le résultat net ou le résultat opérationnel, qui sont les mesures financières définies par les IFRS les plus comparables.

La marge du BAIIA est définie comme le BAIIA divisé par les produits opérationnels.

Flux de trésorerie disponibles

Nous définissons les flux de trésorerie disponibles comme les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles moins les dépenses d'investissement. Étant donné que nos activités soutiennent ultimement le versement des dividendes aux actionnaires de Bell Aliant Inc., les flux de trésorerie disponibles combinent notre rendement au chapitre des liquidités et celui de Bell Aliant Inc. Nous présentons également les flux de trésorerie disponibles avant cotisations forfaitaires aux RRPD, car ces cotisations ont été financées au moyen de l'émission d'actions privilégiées par une filiale, et non au moyen des activités opérationnelles.

Le tableau ci-après présente un rapprochement des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et des flux de trésorerie disponibles.

<i>Pour les périodes closes les 31 décembre</i> <i>(en millions de dollars)</i>	T4		Exercice complet	
	2011	2010	2011	2010
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	191,7 \$	312,7 \$	817,5 \$	1 028,5 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles de Bell Aliant Inc.	(1,6)	(0,8)	(3,1)	(3,7)
Total des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	190,1 \$	311,9 \$	814,4 \$	1 024,8 \$
Dépenses d'investissement	(137,2)	(162,0)	(572,9)	(494,0)
Flux de trésorerie disponibles	52,9 \$	149,9 \$	241,5 \$	530,8 \$
Cotisations forfaitaires aux régimes de retraite à prestations définies	115,0	–	315,0	–
Flux de trésorerie disponibles avant cotisations forfaitaires aux régimes de retraite à prestations définies	167,9 \$	149,9 \$	556,5 \$	530,8 \$

Les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie avant cotisations forfaitaires aux RRPD nous permettent de comparer notre rendement au chapitre des flux de trésorerie de manière continue.

À notre avis, certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles avant cotisations forfaitaires aux RRPD pour évaluer notre capacité de payer les intérêts sur notre dette, de verser des dividendes aux actionnaires et de respecter nos autres obligations de paiement, ou comme outil d'évaluation commun dans le secteur des télécommunications.

Les flux de trésorerie disponibles et les flux de trésorerie disponibles avant cotisations forfaitaires aux RRPD ne doivent pas être confondus avec les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, qui sont la mesure financière définie par les IFRS la plus comparable.

BPA ajusté de Bell Aliant Inc.

Nous définissons le BPA ajusté de Bell Aliant Inc. comme le BPA dilué de Bell Aliant Inc. ajusté pour tenir compte de l'incidence par action de l'amortissement de la répartition du prix d'achat, déduction faite de l'impôt sur le résultat.

Le tableau suivant présente un rapprochement du BPA dilué et du BPA ajusté de Bell Aliant Inc.

<i>Pour la période close le 31 décembre 2011 (en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>	T4		Exercice complet	
	Montant	Par action	Montant	Par action
Bénéfice dilué par action de Bell Aliant Inc.		0,35 \$		1,41 \$
Amortissement de la répartition du prix d'achat, déduction faite de l'impôt sur le résultat	16,6 \$	0,07 \$	66,4 \$	0,29 \$
Bénéfice ajusté par action de Bell Aliant Inc.		0,42 \$		1,70 \$

Nous utilisons le BPA ajusté de Bell Aliant Inc., entre autres mesures, pour évaluer la tranche du résultat attribuable aux actionnaires ordinaires de Bell Aliant Inc. qui provient de notre performance opérationnelle, compte non tenu de l'incidence après impôt de l'amortissement de la répartition du prix d'achat. Nous excluons cet élément, car l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées à des relations clients acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises antérieurs se rapporte à des actifs qui ne seront pas, pour la plupart, remplacés au moyen de dépenses d'investissement futures. L'exclusion de cet élément ne signifie pas qu'il est non récurrent. Nous excluons l'incidence après impôt de l'amortissement de la répartition du prix d'achat parce qu'il a une incidence sur la comparabilité de nos résultats financiers et peut éventuellement donner une fausse représentation de l'analyse des tendances en matière de rendement de l'entreprise. Le BPA ajusté de Bell Aliant Inc. nous permet de comparer notre rendement opérationnel de manière uniforme.

À notre avis, certains investisseurs et analystes utilisent cette mesure pour évaluer la capacité de Bell Aliant Inc. de verser des dividendes, lesquels dépendent entièrement de nos propres dividendes, et comme outil d'évaluation commun dans le secteur des télécommunications.

Le bénéfice par action ajusté ne doit pas être confondu avec le bénéfice dilué par action, qui est la mesure financière définie par les IFRS la plus comparable.